



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 2 MAI 1942

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MAY 2ND, 1942

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement, Québec, 27 juin 1940.
1—1-52

Lettres Patentes

"Adrienne Handbags Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois mars 1942 constituant en corporation: Michael Garber, avocat, de la cité de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, Edward Samuel Berger, tous deux avocats, et Irene Rubin, sténographe, fille majeure, tous trois de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, et faire le commerce de sacs à main, bourses, portefeuilles, ceintures, sacs, malles, valises, nouveautés de toutes sortes et articles de fantaisie, comprenant la bijouterie, épingles, boucles et spécialités de ferronnerie et nécessaires pour cosmétiques, sous le nom de "Adrienne Handbags Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-trois mars 1942.

L. DÉSILETS,

Assistant-procureur général.

933

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House, Quebec, June 27th, 1940.
1—1-52

Letters Patent

"Adrienne Handbags Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March, 1942, incorporating: Michael Garber, Advocate, of the City of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, Edward Samuel Berger, both Advocates, and Irene Rubin, Stenographer, Spinster, all three of the City of Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, and deal in handbags, purses, pocket-books, belts, bags, trunks, valises, novelties of all kinds and fancy articles, including jewellery, brooches, buckles and hardware specialties and cosmetic kits, under the name of "Adrienne Handbags Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1942.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

933-0

"Artercraft Leather Products Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 17 mars 1942, constituant en corporation Samuel Godinsky, Michael Greenblatt, tous deux avocats, et Celia Cohen, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement exercer le commerce ou le négoce du cuir, cuir artificiel, marchandises de tous genres et descriptions; exercer les opérations qui consistent à manufacturer, acheter, et vendre du cuir, cuir artificiel ou marchandises de tous genres et descriptions, et acquérir, acheter, détenir, vendre, ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer, et exporter du cuir de toute nature et toutes sortes d'articles en cuir, sous le nom de "Artercraft Leather Products Inc.", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000) divisé en cinq cents (500) actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 17 mars 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général. 934-o

934

"Artercraft Leather Products Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1942, incorporating: Samuel Godinsky, Michael Greenblatt, both Advocates, and Celia Cohen, spinster, Stenographer, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with leather, artificial leather, or fabric goods of every type and description; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling leather, artificial leather or fabric goods of every type and description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of leather and leather goods, under the name of "Artercraft Leather Products Inc.", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.) divided into five hundred (500) shares of ten dollars (\$10.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Continental Laces Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 26 mars 1942, constituant en corporation: Manuel A. Mendell, Charles Brownstein, avocats, tous deux des cité et district de Montréal, et Alice Axelrod, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire, manufacturer, produire, acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, vendre, louer, porter, transporter, transférer, exporter, importer, exercer le commerce et le négoce de dentelle, tissus de dentelle, volants, filets, soieries, satins, cotonnades, lainages, files, draps, tissus, garnitures, étoffes et marchandises sèches de toutes sortes et descriptions pouvant servir à la confection de vêtements pour enfants, pour dames et hommes, et fournitures de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Continental Laces Incorporated", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000) divisé en mille (1000) actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 26 mars 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général. 935-o

935

"Continental Laces Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1942, incorporating: Manuel A. Mendell, Charles Brownstein, Advocates, both of the City and District of Montreal, and Alice Axelrod, Stenographer, spinster of the full age of majority, of the City of Outremont, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To make, manufacture, produce, purchase or otherwise acquire, hold, own, sell, lease, convey, transport, transfer, export, import, trade and deal in laces, lace goods, flouncing, nets, silks, satins, cottons, woollens, yarns, cloths, textiles, trimmings, fabrics and dry goods of every kind and description used in the manufacture of children's, Ladies' and Men's wearing apparel and furnishings of every kind and description, under the name of "Continental Laces Incorporated", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.), divided into one thousand (1000) shares of ten dollars (\$10.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Hull Business Men's Club (Limited)"—"Club des Hommes d'Affaires de Hull (Limitée)"

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze mars 1942, constituant en corporation sans capital-actions: J. Eudore Drouin, agent, de la cité d'Ottawa, Province d'Ontario, Emile Thériault, restaurateur, Henri Goyette, commis,

"Hull Business Men's Club (Limited)"—"Club des Hommes d'Affaires de Hull (Limitée)"

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1942, incorporating as a corporation without share capital: J. Eudore Drouin, Agent, of the City of Ottawa, in the Province of Ontario, Emile Thériault, Restau-

et J. Eugène Decosse, imprimeur, tous trois de la cité de Hull, district de Hull, Province de Québec, dans les buts suivants:

Fonder, maintenir et administrer un club dont les membres formeraient une corporation;

Organiser des clubs de sport et plus spécialement de base-ball, hockey, golf, clubs de raquette et de ski, sous le nom de "Hull Business Men's Club (Limited)"—"Club des Hommes d'Affaires de Hull (Limitée)".

Il est clairement entendu que les pouvoirs accordés à la présente corporation ne seront en aucun temps interprétés comme permettant les jeux de hasard, les jeux d'argent ou les jeux de hasard et d'adresse combinés.

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de trois mille dollars (\$3,000).

Le siège social de la corporation sera à Hull, comté de Hull, district de Hull.

Daté du bureau du procureur général, le quatorze mars 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

936

"Industrial Sands and Minerals Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et un mars 1942, constituant en corporation: Benjamin Robinson, C.R., Joseph Shapiro, C.R., et Theodore Herzl Shapiro, tous trois avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Miner, extraire, sortir et autrement acquérir du sable, du gravier, pierre à chaux, pierre pour sabler, coton minéral, pierre à bâtir et tous leurs produits et sous-produits;

Exercer le commerce de propriétaires de carrières et marchands de sable et de pierre;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce, se procurer, travailler, mouler, tailler sculpter, polir, broyer, travailler et préparer pour le marché ou utiliser du sable, pierre, chaux, gravier, ciment, minéral, métal et substances minérales de toutes sortes, et matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de "Industrial Sands and Minerals Corporation", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en quatre cents (400) actions ordinaires de cinquante dollars (\$50) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce trente et un mars 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

937

"J. K. Field Sales Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq mars 1942, constituant en corporation: Jack Kimmer Field, marchand, Harry Kimmer Field, gérant, et Benjamin L. Louis, avocat, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, distribuer, importer et exporter et autrement exercer le commerce et négoce de brosses de toutes sortes; matériaux et outillage pour polir et broyer, fil

rant Keeper, Henri Goyette, Clerk and J. Eugène Decosse, Printer, all three of the City of Hull, District of Hull, Province of Quebec, for the following purposes:

To found, maintain and manage a Club which the corporation could form of members;

To organize sport clubs and in particular base-ball, hockey, golf, snow shoe and ski clubs, under the name of "Hull Business Men's Club (Limited)"—"Club des Hommes d'Affaires de Hull (Limitée)".

It is clearly understood that the powers granted to the present corporation shall not at any time be interpreted as allowing games of chance, games for money nor mixed games of skill and chance.

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is three thousand dollars (\$3,000.00).

The head office of the corporation will be at Hull, County of Hull, District of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

936-o

"Industrial Sands and Minerals Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March, 1942, incorporating: Benjamin Robinson, K.C., Joseph Shapiro, K.C., and Theodore Herzl Shapiro, all Advocates, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To mine, quarry, excavate and otherwise acquire sand, gravel, stone, limestone, sandstone, rock wool, building stone and allied products and by-products thereof;

To carry on business as quarry-masters and sand and stone merchants;

To manufacture, buy, sell and deal in, get, work, shape, hew, carve, polish, crush, process and prepare for market or use sand, stone, lime, gravel, cement, ore, metal and mineral substances of all kinds, and building materials of all kinds, under the name of "Industrial Sands and Minerals Corporation", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) common shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirty-first day of March, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

937-o

"J. K. Field Sales Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March, 1942, incorporating: Jack Kimmer Field, Merchant, Harry Kimmer Field, Manager, and Benjamin L. Louis, Advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, distribute, import and export and otherwise carry on business and deal in brushes of all kinds; polishing and grinding material and equipment, precious and base metal

et plaque de métal précieux et commun, et matières plastiques, sous le nom de "J. K. Field Sales Corporation", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000) divisé en cent (100) actions ordinaires de (\$100) chacune.

Le nombre des actionnaires n'excèdera pas vingt.

Le siège social de la compagnie sera à 1502, ouest, rue Ste-Catherine, en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-cinq mars 1942.

L. DÉSILETS,

Assistant-procureur général.

938

"P-B Auto Supply & Tire Co. Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente mars 1942, constituant en corporation: Francis George Bush, gérant, Clifford George Meek, comptable, et Cecil Bruce Cooke, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce, en gros ou en détail, de négociants et marchands de pneus et tubes de toutes sortes pour véhicules-moteurs; et aucun et tous accessoires, matériaux, pièces accessoires et dispositifs qui peuvent être utilisés pour des véhicules-moteurs de toute description, et relativement au commerce susdit exercer un commerce général de réparation et de suture, sous le nom de "P-B Auto Supply & Tire Co. Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce trente mars 1942.

L. DÉSILETS,

Assistant-procureur général.

939

"Robinson Oil Burning Systems Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois mars 1942, constituant en corporation: P.-Étienne Racine, huissier, Marc-André Blain, étudiant, et Berthe Daoust, fille majeure, sténographe tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'entrepreneurs dans des usines à vapeur et d'énergie hydroélectrique, système de combustion et travaux d'ingénieurs en chauffage, de plomberie, système à air climatisé, de ventilation, systèmes d'arrosage et tous autres travaux de même nature et toutes autres opérations d'entrepreneur;

Construire, acheter, vendre, installer, modifier, réparer, louer et exploiter des installations à l'huile ou au gaz, des ateliers, forges, garages, travaux d'électricité, aqueducs, usines de filtration, station de pompes, systèmes d'arrosage et systèmes à air climatisé, y compris toutes spécialités y connexes;

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux en construction et de matériaux pour travaux publics ou privés de toutes sortes;

Manufacturer, acheter, vendre, louer, échanger et autrement faire le commerce et le négoce de toutes sortes d'aéroplanes, hydroaéroplanes,

wire and plate, and plastics, under the name of "J. K. Field Sales Corporation", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The number of shareholders shall not exceed twenty.

The head office of the company will be at 1502 Saint Catherine Street West, in the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1942.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

938-o

"P-B Auto Supply & Tire Co. Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1942, incorporating: Francis George Bush, Manager, Clifford George Meek, Book-keeper, and Cecil Bruce Cooke, Secretary, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business, whether at wholesale or retail, as dealers in and with tires and tubes of all kinds for use by motor vehicles and any and all supplies, materials, parts, accessories and appliances that may be used by or with motor vehicles of every description, and in connection with the foresaid business to carry on a general repair and welding business, under the name of "P-B Auto Supply & Tire Co. Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of the par value of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of March, 1942.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

939-o

"Robinson Oil Burning Systems Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1942, incorporating: P.-Étienne Racine, Bailiff, Marc-André Blain, Student, and Berthe Daoust, spinster, Stenographer, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as contractors in steam and hydro-electric power plants, combustion and combustion engineering, plumbing, air-conditioning, ventilation, sprinkler work and in all other works of like nature and in all similar trades in contracting business;

To build, buy, sell, install, alter, repair, rent and operate oil and gas installations, machine shops, blacksmith shops, garages, electrical works, waterworks, filtration plants, pumping station, sprinkler systems and compressed air systems, including all specialties allied thereto;

To carry on the business of general contractors for the construction and equipment of public or private works of all kinds;

To manufacture, buy, sell, lease, exchange and otherwise deal in and deal with all kinds of aeroplanes, hydroplanes, sea-planes, flying boats,

hydroplanes, canots volants, avions, dirigeables et autres ballons et autres avions, machines volantes et dispositifs pour la navigation aérienne; aussi moteurs, bouilloires et machines de toutes sortes pour fins de navigation aéronautique et maritime, pour automobiles, motocyclettes et locomotives, machines fixes de toutes sortes, aussi automobiles, motocyclettes, canots automobiles et toutes sortes de véhicules-automobiles, sous le nom de "Robinson Oil Burning Systems Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le trois mars 1942.

940 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"The Angoras of Abercorn Ltd"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 13 mars 1942, constituant en corporation: Paul Sherman Smith, Claude Dubuc and Mark Edmund Gordon, tous avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Agir comme cultivateurs, importateurs, et exportateurs et commerçants de lapins angora et tous autres animaux, et produits d'animaux de toutes sortes; et acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter et produire des filés de toutes descriptions, lainages et autres tissus et étoffes, et teindre, tricoter, tisser et finir le fil de laine, lainages, tissus ou étoffes, teindre, tricoter, tisser et finir tels matériels filés, lainages, tissus et étoffes, et acheter, vendre et exercer le commerce d'iceux, et manufacturer tous tissus nécessaires à la confection de vêtements et habits de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Angoras of Abercorn Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Aucun appel ne sera fait au public pour souscrire à aucune des actions de la compagnie.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Sutton, district de Bedford, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le 13 mars 1942.

941 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Cockshutt Plow, Quebec, Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quinze avril 1942, changeant le nom de la compagnie "Frost & Wood, Quebec, Limited" en celui de "Cockshutt Plow, Quebec, Limited".

Daté du bureau du procureur général, ce quinze avril 1942.

942 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

airships, dirigible and other balloons and other air craft, flying machines and devices for aerial navigation; also aeronautical, marine automobile, motorcycle and locomotive motors, boilers and engines of all kinds, stationary engines of all kinds, also automobiles, motorcycles, motorboats and self-propelled vehicles of all kinds, under the name of "Robinson Oil Burning systems Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of March, 1942.

940-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"The Angoras of Abercorn Ltd"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1942, incorporating: Paul Sherman Smith, Claude Dubuc and Mark Edmund Gordon, all Advocates, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of farmers, importers and exporters of and dealers in Angora rabbits and all other animals, and animal products of all kinds; and to buy, sell, manufacture, import, export and produce yarns of all descriptions, woollen goods and other fabrics and textiles, and to dye, knit, weave and finish such yarns, woollen goods, fabrics or textiles, and to buy, sell and deal therein, and to manufacture any materials necessary for cloth and wearing apparel of all kinds and descriptions, under the name of "The Angoras of Abercorn Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

No invitation to the public to subscribe for any shares of the Company shall be made.

The head office of the company will be at the Town of Sutton, in the District of Bedford, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1942.

941-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Supplementary Letters Patent

"Cockshutt Plow, Quebec, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent, bearing date the fifteenth day of April, 1942, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Frost & Wood, Quebec, Limited" to that of: "Cockshutt Plow, Quebec, Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1942.

942-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Hatch & Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 54 et suivants, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du huitième jour d'avril 1942, à la compagnie "Hatch & Company Limited", ratifiant un règlement augmentant son capital de \$20,000.00 à \$199,000.00, par la création de 1790 actions privilégiées de \$100.00 chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du procureur général, ce huitième jour d'avril 1942.

943-o L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"Hatch & Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 54 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1942, to the company "Hatch & Company Limited", ratifying a by-law increasing its capital from \$20,000 to \$199,000 by the creation of 1790 preferred shares of \$100 each, and enumerating the privileges to be attached to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April, 1942.

943 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"J. Pottel & Sons Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 54 et suivants, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du sept avril 1942, à la compagnie "J. Pottel & Sons Inc.", ratifiant le règlement N° 23 augmentant son capital-actions de \$49,000 à \$98,000, par la création de 490 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce sept avril 1942.

944 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"J. Pottel & Sons Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 54 and following, supplementary letters patent, bearing date the seventh day of April, 1942, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "J. Pottel & Sons Inc.", ratifying By-law No. 23 increasing its capital stock from \$49,000 to \$98,000, by the creation of 490 additional common shares of the par value of \$100.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1942.

944-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Standard Electric Supply Co. Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du sept avril 1942, changeant le nom de la compagnie "Standard Electric Manufacturing & Supply Co. Ltd." en celui de "Standard Electric Supply Co. Limited".

Daté du bureau du procureur général, ce sept avril 1942.

945 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"Standard Electric Supply Co. Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent bearing date the seventh day of April, 1942, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Standard Electric Manufacturing & Supply Co. Ltd." to that of: "Standard Electric Supply Co. Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1942.

945-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Chartes—Abandon de

Avis est donné par les présentes que l'Institut Vaccinal de Montréal Inc., demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 23 avril, 1942.

952-o Le procureur de ladite compagnie,
ALEXANDRE CINQ-MARS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de la dite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la pagnie "Clare Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du trentième jour de juillet 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour d'avril 1942, ladite compagnie aura pris fin.

Charters—Surrender of

Notice is hereby given that l'Institut Vaccinal de Montréal Inc., will apply for leave to surrender its charter.

Montreal, this 23rd of April, 1942.

952-o ALEXANDRE CINQ-MARS,
Attorney for said company.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Clare Limited", incorporated by letters patent bearing date the thirtieth day of July, 1937.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of April, 1942, the said company shall be dissolved.

Daté du bureau du procureur général, ce treizième jour d'avril 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de la dite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Diproe Mines Limited (libre de responsabilité)", constituée en corporation par lettres patentes en date du premier février 1937.

Avis est aussi donné qu'à compter du 30 avril 1942, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, le 13 avril 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de la dite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Fleming-Thompson Gold Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle)", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-trois mars 1933.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente avril 1942, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce premier avril 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de la dite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Librairie Laval Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-sixième jour de février 1940.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour de mars 1942, la dite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour de mars 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de la dite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "L'Aqueduc de St-Félicien Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du septième jour de juin 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour d'avril 1942, la dite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du bureau du procureur général, ce treizième jour d'avril 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Diproe Mines Limited (No Personal Liability)", incorporated by letters patent dated the first day of February, 1937.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of April, 1942, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Fleming-Thompson Gold Mines Limited (No Personal Liability)", incorporated by letters patent dated the twenty-third day of March, 1933.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of April, 1942, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Librairie Laval Inc.", incorporated by letters patent bearing date the twenty-sixth day of February, 1940.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of March, 1942, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "L'Aqueduc de St-Félicien Limitée", incorporated by letters patent bearing date the seventh day of June, 1927.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of April, 1942, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est, par le présent, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de la dite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Nu-Mode Furs Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-neuf mars 1939.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente avril 1942, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, le treize avril 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de la dite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "R. Jobidon Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-troisième jour de janvier 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour de mars 1942, la dite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour de mars 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de la dite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Forth Specialties Inc."—Spécialités Forth Inc., constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de janvier 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour d'avril 1942, la dite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce seizième jour d'avril 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de la dite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Standard Overall Manufacturing Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 décembre 1941.

Avis est aussi donné qu'à compter du 30 avril 1942, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, le 16 avril 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), et sujet à la

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Nu-Mode Furs Incorporated", incorporated by letters patent dated the twenty-ninth day of March, 1939.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of April, 1942, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "R. Jobidon Limitée", incorporated by letters patent bearing date the twenty-third day of January, 1936.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of March, 1942, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Forth Specialties Inc."—"Spécialités Forth Inc." incorporated by letters patent bearing date the twenty-second day of January, 1936.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of April 1942, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Standard Overall Manufacturing Company, Limited", incorporated by letters patent dated the nineteenth day of December, 1941.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of April, 1942, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, chapter 276), and subject to the liability

responsabilité décrétée par l'article 27 de la dite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "St-Louis Shoe, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingtième jour de mars 1935.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour d'avril 1942, la dite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce premier jour d'avril 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de la dite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Verdun Hockey Club Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes le trente octobre 1933.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente avril 1942, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce seize avril 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de la dite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Watson Sach & Co., Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du treize juin 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un mars 1942, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-quatre mars 1942.

961 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

HENRI BOUCHER LTÉE

Henri Boucher Ltée, incorporée par lettres patentes le 5 avril 1938, donne par les présentes avis qu'elle fera application pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, sous la section 25 de la loi des compagnies de Québec, après l'expiration des délais légaux de la publication du présent avis.

Montréal, ce 30 avril 1942.

977-o Le secrétaire,
C. LAREAU.

enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "St-Louis Shoe, Limited", incorporated by letters patent bearing date the twentieth day of March, 1935.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of April, 1942, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Verdun Hockey Club Incorporated", incorporated by letters patent dated the thirtieth day of October, 1933.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of April, 1942, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Watson Sach & Co., Limited", incorporated by letters patent dated the thirteenth day of June, 1927.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of March, 1942, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1942.

961 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

HENRI BOUCHER LTÉE

Henri Boucher Ltée, incorporated by Letters Patent on the 5th April 1938, hereby gives notice that it will make application for leave to surrender its charter under section 25 of the Quebec Companies' Act upon the expiry of the legal delays from the publication of the present notice.

Montreal, this 30th April 1942.

977-o C. LAREAU,
Secretary.

Actions en séparation de biens

Canada, Province of Québec, District of Bedford, Cour Supérieure, N° 1107. Dame Corona Gauvin, de Granby, district de Bedford, épouse commune en biens de Edgar Whitney, des mêmes lieux et endroit, demanderesse; vs ledit Edgar Whitney, journalier, des mêmes lieux et endroit, défendeur.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Québec, District of Bedford, Superior Court, No. 1107. Corona Gauvin, of Granby, district of Bedford, wife common as to property of Edgar Whitney, of the same place, Plaintiff; vs the said Edgar Whitney, laborer, of the same place, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 17e jour d'avril 1942.

Sweetsburg, ce 27e jour d'avril 1942.

Le procureur de la demanderesse,
962-0 GEO.-H. DUREAULT

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 209608. Dame Edythe Pearl Raymond, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Earle S. Beerworth, demanderesse; vs ledit Earle S. Beerworth des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Montréal, 28 avril 1942.

Les procureurs de la demanderesse,
963 HACKETT, MULVENA, FOSTER,
HACKETT & HANNEN.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure. N° 208988. Hedwidge Royer, épouse commune en biens de Roland Fontaine, chauffeur, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Roland Fontaine, de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été ce jour instituée contre le défendeur.

Montréal, 17 avril 1942.

L'avocat de la demanderesse,
964-0 J.-WILFRID PILON.

An action in separation as to property has been entered in this cause on the 17th day of April 1942.

Sweetsburg, April 27th 1942.

GEO. H. DUREAULT,
Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 209608. Dame Edythe Pearl Raymond, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Earle S. Beerworth, Plaintiff; vs the said Earle S. Beerworth of the City and District of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day.

Montreal, April 28th 1942.

HACKETT, MULVENA, FOSTER,
HACKETT & HANNEN,
Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court. No. 208988. Hedwidge Royer, wife common as to property of Roland Fontaine, chauffeur, of Montreal, plaintiff; vs Roland Fontaine, of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day against the defendant.

Montreal, April 17th, 1942.

J. WILFRID PILON,
Attorney for plaintiff.

Assurance

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie" dans le comté municipal de Berthier a obtenu le permis et a été enregistrée pour assurer contre le feu, la foudre et le vent, les propriétés situées dans les limites de la dite paroisse et aussi les propriétés situées hors de ces limites, pourvu qu'elles soient situées entièrement dans les limites de la municipalité de comté dans lesquelles se trouve le principal siège d'affaires de la compagnie, les animaux de ferme, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage sur ou dans les propriétés susdites (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés).

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, (chapitre 243, S.R.Q. 1925), ce vingtième jour d'avril 1942.

Le surintendant des Assurances,
905-17-2-0 GEORGES LAFRANCE,
Pour le Trésorier de la Province.

Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie" in the municipal county of Berthier has been licensed and registered for the purpose of insuring the property situated within said parish against fire, lightning or wind and also the properties outside of the limits thereof, provided they be situated entirely within the county municipality in which is situated the chief place of business of the company, farm live stock as well as the grain, hay, fodder, agricultural implements and furniture in or upon the properties aforesaid, (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra-hazardous risks).

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, (chapter 243, R.S.Q. 1925), this twentieth day of April 1942.

Superintendent of Insurance,
905-17-2-0 GEORGES LAFRANCE,
For the Treasurer of the Province.

Avis divers

Avis par les présentes est donné par la Corporation Municipale de la Ville de Matane, érigée suivant la Loi Générale des Cités et Villes, chapitre 102 S.R.P.Q. 1925 le 28 décembre 1937, qu'elle entend se prévaloir de l'article 173 de la dite Loi, pour demander au Lieutenant-Gouver-

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given by the Municipal Corporation of the Town of Matane, erected in conformity with the Cities' and Towns' general Act, chapter 102, R.S.P.Q., 1925 the 28th of December, 1937, that it intends to avail itself of the privileges of article 173 of the said Act, to request

neur en Conseil, la permission de changer la date de la mise en nomination des candidats aux différents sièges du Conseil Municipal et des élections de ces derniers, pour que la mise en nomination se fasse à l'avenir le 25 mars tous les deux ans à partir de 1943, et pour que l'élection ait lieu le premier jour juridique d'avril suivant.

Le dit avis est donné conformément à l'article 173 de la dite Loi, et devra être inséré durant quatre semaines consécutives dans la *Gazette officielle de Québec*, et être publié durant le même laps de temps, de la même manière dont se font les publications des avis publics dans la municipalité.

Donné dans la Ville de Matane, ce 18ième jour d'avril 1942.

(Sceau) Le secrétaire-trésorier,
ERNEST MERCIER.
893—17-4-o

"TAXIS JAUNES, LIMITÉE"
(YELLOW TAXIS, LIMITED)

"Il est résolu que le règlement suivant soit, adopté comme règlement N° 1-C de la compagnie savoir:—

Règlement N° 1-C

"Qu'il soit et il est, par le présent règlement N° 1-C, édicté et décrété comme suit, savoir:—

Le règlement N° 1 (règlements généraux), section 3, intitulé: "Directeurs", amendé par les règlements 1-A et 1-B, est de nouveau amendé en remplaçant à la première ligne de la dite section le mot "quatre" par le mot "cinq".

Adopté unanimement.

950-o Le secrétaire,
L.-E.-LANGIS GALIPEAULT.

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 22 avril, 1942.

Aujourd'hui, à cinq heures et demie de l'après-midi, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative, et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

- 19 Loi modifiant la Loi des terres et forêts.
- 28 Loi relative aux véhicules automobiles en temps de guerre.
- 29 Loi accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière du Loup (en bas).
- 110 Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Samuel Léopold Roy au nombre de ses membres.
- 118 Loi concernant la succession de feu Georges Antoine LaRue.
- 121 Loi constituant en corporation l'"Association d'hospitalisation du Québec".
- 131 Loi constituant en corporation "The Christian Brethren Church in the Province of Quebec".
- 132 Loi concernant la succession de feu Charles Honoré Catelli.
- 137 Loi concernant la succession de feu James Redmond.
- 147 Loi changeant le nom de John Stephen Oppe en celui de John Stephen Stephens.

the Lieutenant-Governor in Council, the permission to change the date of the nomination of the candidates for the various seats in the Municipal Council and the election of the said candidates, so that the nomination shall in the future take place on the 25th March every two years starting in 1943, and the election shall be held the first juridical day of April following.

The said notice is given in conformity with article 173 of the said Act, and shall be inserted during four consecutive weeks in the *Quebec Official Gazette*, and shall be published for the same length of time, in the same manner as publications of public notices in the municipality.

Given in the Town of Matane, this 18th day of April 1942.

(Seal) ERNEST MERCIER,
Secretary-Treasurer.
893—17-4

"TAXIS JAUNES, LIMITÉE"
(YELLOW TAXIS, LIMITED)

It is resolved that the following by-law be adopted as By-law No. 1-C of the company, to wit:

By-law No. 1-C

Be it and it is hereby, by the present By-law No. 1-C, enacted and ordered as follows, namely:

By-law No. 1 (general by-laws), section 3, intituled: "Directors", amended by By-laws 1-A and 1-B, is once again amended by replacing in the first line of the said section the word "four" by the word "five".

Unanimously adopted.

950 L. E. LANGIS GALIPEAULT,
Secretary

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 22nd of April, 1942.

This day, at half passed five o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present, the Clerk of the Crown on Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

- 19 An Act to amend the Lands and Forest Act.
- 28 An Act respecting motor vehicles in wartime.
- 29 An Act to grant certain powers to the Quebec Streams Commission, relating to the storing of the waters of the river *du Loup* (en bas).
- 110 An Act to authorize The College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec to admit Samuel Léopold Roy amongst its members.
- 118 An Act respecting the estate of the late Georges Antoine LaRue.
- 121 An Act to incorporate the Quebec Hospital Service Association.
- 131 An Act to incorporate The Christian Brethren Church in the Province of Quebec.
- 132 An Act respecting the estate of the late Charles Honoré Catelli.
- 137 An Act respecting the Estate of the late James Redmond.
- 147 An Act to change the name of John Stephen Oppe to that of John Stephen Stephens.

- 149 Loi relative à L'Institut des Frères de Notre-Dame de Miséricorde.
179 Loi concernant le budget de la cité de Montréal.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

- 39 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1943 et pour d'autres fins du service public.

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill."
946-o

La formation d'un syndicat professionnel, sous le nom de "Syndicat Catholique et National des Peintres de Montréal", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 15 avril 1942.

Le siège social du syndicat est à Montréal, dans le district de Montréal, P.Q.

Le sous-secrétaire de la Province,
957-o JEAN BRUCHESI.

Canada, province de Québec, district de Québec.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la Ville de Québec-Ouest s'adressera au Lieutenant-gouverneur en conseil, pour amender sa charte, aux fins de valider son règlement N° 3234, en changeant la date des élections du maire et des échevins, actuellement fixée au premier jour juridique de février, pour le premier lundi d'octobre 1944, ou le jour juridique suivant.

Québec, ce 29ième jour d'avril 1942.

Le procureur de la requérante,
970-18-4-o JULES SAVARD.

LES PEINTURES ET VERNIS FRONTENAC INC.

Règlement N° 7

Règlement changeant le nombre de ses directeurs.

"Le Bureau de Direction de la compagnie sera composé de cinq membres au lieu de trois."

Adopté et passé par les directeurs, le 17 mars 1942.

Le président,
NAPOLÉON MORENCY.
Le secrétaire,
974-o ROMÉO CORBEIL.

Bureaux-Chef

"PAPINEAU MICA MINES LIMITED"

Règlement N° 5

Attendu qu'il a été jugé nécessaire de changer la location du siège social de la compagnie;

- 149 An Act respecting L'Institut des Frères de Notre-Dame de Miséricorde.
179 An Act respecting the budget of the City of Montreal.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council, in the following words:

"In His Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills".

- 39 An Act granting to His Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1943, and for other purposes connected with the public service.

To this bill the Royal assent was signified in the following words:

"In His Majesty's name, His Honour the Lieutenant-Governor thanks His loyal subjects, accepts their benevolence and assents to this bill".
946-o

The formation of a professional association, under the name of "Syndicat Catholique et National des Peintres de Montréal", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary the 15th of April, 1942.

The principal place of business of the association is at Montreal, district of Montreal, P.Q.

JEAN BRUCHESI,
957 Under Secretary of the Province.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec.

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Quebec-West will apply to the Lieutenant-Governor in Council, for leave to amend its charter, for the purpose of validating its By-law No. 3234, by changing the date of the election of mayor and aldermen, now fixed to the first juridical day of February, to the first Monday of October, 1944, or the following juridical day.

Quebec, this 29th day of April, 1942.

JULES SAVARD,
970-18-4 Attorney for petitioner.

"LES PEINTURES ET VERNIS FRONTENAC INC."

By-law No. 7

By-law changing the number of its Directors.

The Board of Directors of the company shall be composed of five members instead of three.

Adopted and passed by the Directors, the 17th of March, 1942.

NAPOLÉON MORENCY,
President.
ROMÉO CORBEIL,
974 Secretary.

Chief-Offices

"PAPINEAU MICA MINES LIMITED"

By-law No. 5

Whereas it is expedient to change the location of the head-office of the company;

En conséquence, qu'il soit décrété par les directeurs de "Papineau Mica Mines Limited" comme un règlement de celle-ci:

Que la location du siège social de la compagnie maintenant situé dans la ville de Buckingham, province de Québec, soit transféré à Notre-Dame de la Salette en ladite province de Québec, à compter de la date du présent avis.

Passé ce 14e jour de février 1942.

Témoin le sceau corporatif de la compagnie.

(Sceau corporatif)

Le président,
GEO. P. DOWE.
Le secrétaire,
F. J. McCULLY.

951

Therefore be it enacted by the Directors of Papineau Mica Mines Limited as a By-law thereof:

The location of the head-office of the Company now situated in the Town of Buckingham, in the Province of Quebec be changed to Notre-Dame de la Salette in the said Province of Quebec as and from the date hereof.

Passed this 14th day of February, 1942.

As witness the Corporate seal of the Company.

(Corporate Seal)

GEO. P. DOWE,
President.
F. J. McCULLY,
Secretary.

951-o

Avis est par les présentes donné que "The Angoras of Abercorn Ltd." incorporée par lettres patentes en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec le 13e jour de mars, 1942, a établi son bureau en la ville de Sutton, Province de Québec.

A compter de, et après la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la Compagnie comme étant la principale place d'affaires de la Compagnie.

Daté à Sutton, ce 27e jour de mars, 1942.

Le président,
FRANK A. SUTCLIFFE.

958-o

Notice is hereby given that "The Angoras of Abercorn Ltd.", incorporated by Letters Patent under the Quebec Companies Act on the 13th of March, 1942, has established its head office in the Town of Sutton, Province of Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Sutton, this 27th day of March, 1942.

FRANK A. SUTCLIFFE,
President.

958-o

Compagnies dissoutes

LÉGARE AUTOMOBILE OF MONT JOLI LIMITED (en liquidation)

Avis est par les présentes donné, conformément à l'article 19 de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, telle qu'amendée par la loi sanctionnée le 31 mars 1942, que la compagnie "Legaré Automobile of Mont Joli Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 septembre 1919 et ayant son siège social à Mont Joli, dans le district de Rimouski, en la province de Québec, est dissoute à compter du 16 avril 1942.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 24 avril 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

953-o

"LÉGARE AUTOMOBILE OF MONT JOLI LIMITED" (in liquidation)

Notice is hereby given, pursuant to article 19 of the Act respecting the voluntary winding-up of Joint Stock Companies, as amended by the Act sanctioned the 31st of March, 1942, that the company "Legaré Automobile of Mont Joli Limited", incorporated by letters patent bearing date the 18th September, 1919, and having its head office at Mont Joli, in the district of Rimouski, Province of Quebec, shall be dissolved from and after the 16th of April, 1942.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the 24th April, 1942.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

953

LÉGARE AUTOMOBILE OF MONTMAGNY LIMITED (en liquidation)

Avis est par les présentes donné, conformément à l'article 19 de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, telle qu'amendée par la loi sanctionnée le 31 mars 1942, que la compagnie "Legaré Automobile of Montmagny Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 septembre 1919 et ayant son siège social à Montmagny, dans le district de Montmagny, en la province de Québec, est dissoute à compter du 16 avril 1942.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 24 avril 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

954-o

"LÉGARE AUTOMOBILE OF MONTMAGNY LIMITED" (in liquidation)

Notice is hereby given, pursuant to article 19 of the Act respecting the voluntary winding-up of Joint Stock Companies, as amended by the Act sanctioned the 31st of March, 1942, that the company "Legaré Automobile of Montmagny Limited", incorporated by letters patent bearing date the 18th September, 1919, and having its head office at Montmagny, in the district of Montmagny, Province of Quebec, shall be dissolved from and after the 16th of April, 1942.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the 24th April, 1942.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

954

LÉGARE AUTOMOBILE OF TÉMISCOUATA LIMITED (en liquidation)

Avis est par les présentes donné, conformément à l'article 19 de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, telle qu'amendée

LÉGARE AUTOMOBILE OF TÉMISCOUATA LIMITED (in liquidation)

Notice is hereby given, pursuant to article 19 of the Act respecting the voluntary winding-up of Joint Stock Companies, as amended by the

par la loi sanctionnée le 31 mars 1942, que la compagnie "Legaré Automobile of Témiscouata Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 septembre 1919 et ayant son siège social à Rivière-du-Loup, dans le district de Kamouraska, en la province de Québec, est dissoute à compter du 16 avril 1942.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 24 avril 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,
955-o JEAN BRUCHESI.

LA SOCIÉTÉ DE PATRONS DE ST-ADELME N° 3397

Avis public est par les présentes donné que la Société de Patrons de St-Adelme, a été dissoute à une assemblée des membres, tenue à St-Adelme le 30ème jour de mars 1942, pour former un Syndicat Coopératif Agricole.

St-Adelme, 16 avril, 1942.
960-o Le secrétaire,
LUCIEN ST-LOUIS.

Act sanctioned the 31st of March, 1942, that the company "Legaré Automobile of Témiscouata Limited", incorporated by letters patent bearing date the 18th September, 1919 and having its head office at Rivière-du-Loup, in the district of Kamouraska, Province of Quebec, shall be dissolved from and after the 16th of April, 1942.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the 24th April, 1942.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

LA SOCIÉTÉ DE PATRONS DE ST-ADELME No. 3397

Public notice is hereby given that "La Société de Patrons de St-Adelme", was dissolved at a meeting of its members, held at St-Adelme on the 30th day of March, 1942, so as to form a Cooperative Agricultural Syndicate.

St-Adelme, April 16, 1942.
960 LUCIEN ST-LOUIS,
Secretary.

Demandes à la législature

CITÉ DE MONTRÉAL

Avis supplémentaire

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Montréal s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir certaines modifications additionnelles à sa charte, le statut 62 Victoria, chapitre 58, et aux différents statuts qui la modifient, sur les matières suivantes: terme d'office du conseil; qualifications pour élection et droit de siéger au conseil; établissement d'un couvre-feu; contrat de la Compagnie des Tramways de Montréal: rapport financier, coût du nettoyage des rues, examen des livres; indemnité du chef du conseil et des conseillers; préparation de l'ordre du jour des séances du conseil; représentation de la ville à la Commission métropolitaine de Montréal; emprunts; approbation des électeurs, limitation du pouvoir; taxes: intérêt, pompes à essence; commission du service municipal; crédit urbain.

Le greffier de la Cité,
J. ALPHONSE MONGEAU.
Bureau du greffier de la Cité,
Hôtel de ville, Montréal, 25 avril 1942.
897-17-4-o

Avis est par les présentes donné que Bagamac Mines Ltd présentera des amendements au Bill N° 104 modifiant la Charte de la Ville de Rouyn à la présente Session de la Législature de la Province de Québec, aux fins que la dite compagnie soit autorisée à annuler la subdivision de terrains lui appartenant en lots Nos 1537 à 1812 de la Ville de Rouyn et à fixer l'évaluation de ces terrains à l'acre; et aussi pour autoriser la Ville de Rouyn à acheter de la dite compagnie les lots Nos 1980 à 1996 sur l'avenue Lakeshore, dans la Ville de Rouyn, pour un parc public et à payer le prix d'achat par versements, pendant une période de 20 ans sans intérêt, les dits versements annuels devant être déduits des taxes municipales payables par la compagnie.

Québec, 20 avril 1942.
Les procureurs de Bagamac Mines Ltd,
909-17-2-o TASCHEREAU, PARENT & CANNON.

Applications to Legislature

CITY OF MONTREAL

Supplementary notice

Public notice is hereby given that the City of Montreal will apply to the Provincial Legislature at its next session for certain additional amendments to its charter, the Act 62 Victoria, Chapter 58, and to the various acts amending the same, on the following matters: Council's term of office; qualifications for election and right to sit in Council; establishment of a curfew; Montreal Tramways Company's contract: financial report, cost of street cleaning, inspection of books; indemnity to Leader of Council and to Councillors; preparing of order of the day of Council meetings; City's representation on the Montreal Metropolitan Commission; loans: approval of electors, limit of power; taxes: interest, gasoline pumps; municipal service commission; urban credit.

J. ALPHONSE MONGEAU,
City Clerk's Office,
City Hall, Montreal, April 25th, 1942.
897-17-4-o

Notice is hereby given that Bagamac Mines Ltd will propose an amendment to Bill No. 104 amending the Charter of the Town of Rouyn, at the present Session of the Legislature of the Province of Quebec in order that the said company be authorized to annul the subdivision of lands belonging to it into lots Nos. 1537 to 1812 of the Town of Rouyn, and to fix the valuation of these lands per acre; and also to authorize the Town of Rouyn to purchase from the said company lots Nos. 1980 to 1996 on Lakeshore Avenue in the Town of Rouyn for a public park and to pay the purchase price by annual instalments during a period of 20 years without interest, the said annual instalments to be deducted from the municipal taxes payable by Bagamac Mines Ltd.

Québec, April 20th 1942.
TASCHEREAU, PARENT & CANNON,
909-17-2-o Attorneys for Bagamac Mines Ltd.

Avis est par les présentes donné qu'à la présente assemblée de la Législature de la Province de Québec au Parlement réunie, le Maire et le Conseil de la Ville de Berthier, feront requête pour la passation d'un acte pour les fins, entr'autres de:

- a) Changer leur nom de corporation;
- b) Abandonner leur charte spéciale;
- c) Légaliser les taxes immobilières et spéciales imposées dans le passé;
- d) Déclarer légaux les paiements effectués pour aider certaines industries et régulariser les relations avec les dites industries;
- e) Autoriser l'emprunt d'une somme de \$35,000.00;
- f) Décréter que les bornes territoriales municipales et scolaires sont identiques et régulariser telles bornes;
- g) Et pour autres fins.

Ville de Berthier, ce 21 avril 1942.

Les procureurs des requérants,
915-17-4 LACROIX & SYLVESTRE.

Notice is hereby given that at the present Session of the Legislature of the Province of Quebec, held in the Parliament, the Mayor and the Council of the Town of Berthier shall apply for the passing of an Act for the following purposes:

- a) To change their corporate name.
- b) To surrender their Special Charter.
- c) To legalize the immovable and special taxes levied in the past.
- d) To declare legal the payments made to aid certain industries and to regulate relations with the said industries.
- e) To authorize the borrowing of an amount of \$35,000.
- f) To enact that the municipal and school territorial boundaries be identical and to regulate the said boundaries.
- g) And for other purposes.

Town of Berthier, this 21st April, 1942.

LACROIX & SYLVESTRE,
Attorneys for petitioners.

AVIS D'AMENDEMENT AU BILL N° 109 DE LA CITÉ DE QUÉBEC

NOTICE OF AMENDMENT TO BILL NO. 109 OF THE CITY OF QUEBEC

A la présente session de la Législature de la Province de Québec, lors de l'étude du Bill N° 109 modifiant la charte de la Cité de Québec, Maurice Pollack Realty Company Ltd., présentera un amendement au dit Bill aux fins d'amender l'article 10 de 7 Geo. V, Ch. 59 pour autoriser le propriétaire des lots Nos 1491, 1493, 1494-1, 1537-A, 1537, 1536, 1533 à construire un édifice sur cette partie de la ruelle Octave sise entre les lots ci-dessus mentionnés et en substituant à la susdite partie de ruelle une autre ruelle communiquant de la rue Octave au Boulevard Charest.

Les procureurs de la pétitionnaire,
980-0 LACROIX & LAPLANTE.

During the present session of the Legislature of the Province of Quebec, at the time of the study of Bill No. 109 amending the charter of the City of Quebec, Maurice Pollack Realty Co. Ltd, shall submit an amendment to the said Bill to amend section 10 of 7 Geo. V, ch. 59 so as to authorize the owner of lots Nos. 1491, 1493, 1494-1, 1537-A, 1537, 1536 and 1533 to erect a building on that part of Octave Lane situated between the above mentioned lots, by substituting to the said part of said lane another lane communicating from Octave lane to Boulevard Charest.

LACROIX & LAPLANTE,
Attorneys for petitioner.

Ministère de l'Agriculture

Department of Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Richmond, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Denis de Brompton" et que son principal siège d'affaires est à St-Denis de Brompton, comté de Richmond.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-deuxième jour d'avril 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
947-0 ADRIEN MORIN.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Richmond, under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Denis de Brompton" and that its principal place of business is at St-Denis de Brompton, county of Richmond.

The object for which the said association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorized the formation of the said association.

Quebec, this twenty-second day of April, 1942.

ADRIEN MORIN,
Acting Deputy Minister of Agriculture.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Dorchester, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Isidore" et que son principal siège d'affaires est à St-Isidore, comté de Dorchester.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agri-

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of Dorchester, under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Isidore", and that its principal place of business is at St-Isidore, County of Dorchester.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agri-

culture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-quatrième jour d'avril 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture, 959-o ADRIEN MORIN.

AVIS PUBLIC

Concernant l'organisation d'un cercle agricole dans la paroisse de St-Gabriel Lallemant, comté de Kamouraska.

Avis est par le présent donné que le ministre de l'agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Kamouraska, sous le nom de "Cercle agricole de la paroisse de St-Gabriel Lallemant" lequel est présentement constitué en corporation, conformément à la loi des cercles agricoles. (Chap. 118 des S.R.Q., 1941.)

Québec, ce 29 avril 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'agriculture, 971-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de L'Islet, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Eugène" et que son principal siège d'affaires est à St-Eugène, comté de L'Islet.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce treizième jour d'avril 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture, 972-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Matapédia, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Val Brillant" et que son principal siège d'affaires est à Val Brillant, comté de Matapédia.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-quatrième jour d'avril 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture, 973-o ADRIEN MORIN.

culture or of any of its branches, the manufacture of butter, or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twenty-fourth day of April, 1942.

ADRIEN MORIN, 959 Acting Deputy Minister of Agriculture.

PUBLIC NOTICE

Respecting the formation of a Farmers' Club in the parish of St-Gabriel Lallemant, county of Kamouraska.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a Farmers' Club in the county of Kamouraska, under the name of "Cercle agricole de la paroisse de St-Gabriel Lallemant", which is presently incorporated pursuant to the Farmers' Club Act, (chap. 118 of the R.S.Q., 1941).

Quebec, this 29th April, 1942.

ADRIEN MORIN, 971 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of L'Islet, under the name of "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Eugène" and that its principal place of business is at St-Eugène, in the County of L'Islet.

The objects for which the said association is formed are: the improvement and development of agriculture or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other objects useful to the agricultural class, the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this thirteenth day of April, 1942.

ADRIEN MORIN, 972 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative association has been formed in the county of Matapédia under the name of "Société Coopérative Agricole de Val Brillant" and that its principal place of business is at Val Brillant, county of Matapédia.

The objects for which the said association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twenty-fourth day of April, 1942.

ADRIEN MORIN, 973 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 15 avril 1942.

M. Adrien Allard, de Val d'Or: greffier des juges de paix, à Bourlamaque, conformément aux dispositions de l'article 366, paragraphe 6, de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. John Joseph, barbier, de Gaspé: adjoint à la Commission de la paix du district judiciaire de Gaspé.

MM. Robert Landry, marchand, de Halet, et Rév. Thomas Marquis, prêtre-curé, de St-Nazaire-de-Trécesson: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi; J.-B. William Carbonneau, commis, de Chandler: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Gaspé; Félix Chevalier, agent d'assurances, 130, rue Maisonneuve, Hull: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Hull; Chs.-Elias Rivet, pharmacien, 5107, rue Papineau, Antonio Bernier, inspecteur du Comité paritaire de l'industrie de la chaussure, 4237, rue Messier, et Wilfrid Levac, assistant-greffier de la Cour du recorder, 6398, rue Delorimier, tous trois de la cité de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Emile Morency, 21, rue St-Jean, J.-Adéland Lizotte, 100, rue St-Joseph, Henri Côté, 479, rue St-Jean, Emile Giguère, 67, Chemin Ste-Foy, Edouard Robitaille, 794, rue St-Vallier, J.-Albert Forgues, 127, 4ème Avenue, Limoilou, tous six gérants de banques, Lionel Plamondon, agent d'assurances, 32, rue de Gaspé, Alphonse Lambert, 165, Ave Lamontagne, Adéland Lafontaine, 96, rue Julien, et Wilfrid Carbonneau, 13, rue de Gaspé, ce trois derniers membres du C.P.C., et tous les dix de la cité de Québec: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; J.-C. Bourassa, 521, rue St-Joseph, Lévis, Lauzon, G.-S. Deblois, de Thetford Mines, et Gérard Bouchard, 24, Côte du Passage, Lévis, tous trois employés de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre: juges de paix avec juridiction sur les districts judiciaires d'Arthabaska, Beauce, Bonaventure, Chicoutimi, Gaspé, Kamouraska, Montmagny, Québec, Rimouski, Roberval, St-François et Saguenay; John Hugh Proudfoot, contre-maître, de Fort Coulonge: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Pontiac. Les juges de paix, nommés dans le présent paragraphe, le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. Emile Denis, marchand, Maxime Fortin, voyageur de commerce, Charles-P. Plamondon, boucher, Ulric Rochette, marchand, et Pierre Gingras, forgeron, tous de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, district de Québec: nommés, avec M. Pierre-Jean Duplain (déjà nommé par l'arrêté ministériel N° 1584 en date du 28 juillet 1933), commissaires pour tenir la Cour de commissaires de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, district de Québec.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, April 15, 1942.

Mr. Adrien Allard, of Val d'Or: to be Clerk of the Justices of the Peace, at Bourlamaque, pursuant to the provisions of article 366, paragraph 6, of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. John Joseph, barber, of Gaspé: to be Peace Commissioner for the judicial district of Gaspé.

Messrs. Robert Landry, merchant, of Halet, and the Rev. Thomas Marquis, Priest-Curé, of St-Nazaire-de-Trécesson: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Abitibi; J. B. William Carbonneau, clerk, of Chandler: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Gaspé; Félix Chevalier, insurance agent, 130 Maisonneuve street, Hull: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Hull; Chs.-Elias Rivet, druggist, 5107 Papineau street, Antonio Bernier, inspector of the Joint Committee of the Shoe Trade, 4237 Messier street, and Wilfrid Levac, assistant Clerk of the Recorder's Court, 6398 Delorimier street, all three of the city of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Emile Morency, 21 St. John street, J. Adéland Lizotte, 100 St. Joseph street, Henri Côté, 479 St. John street, Emile Giguère, 67 St. Foy Road, Edouard Robitaille, 794 St-Vallier street, J. Albert Forgues, 127 4th Avenue, Limoilou, all six Bank Managers, Lionel Plamondon, insurance agent, 32 de Gaspé street, Alphonse Lambert, 165 Lamontagne Ave., Adéland Lafontaine, 96 Julien street, and Wilfrid Carbonneau, 13 de Gaspé street, these three latter members of the C.P.C., and all ten of the city of Quebec: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; J. C. Bourassa, 521 St. Joseph street, Lévis, Lauzon, G. S. Deblois, of Thetford Mines, and Gérard Bouchard, 24 Côte du Passage, Lévis, all three employees of the Wartime Prices and Trade Board: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial districts of Arthabaska, Beauce, Bonaventure, Chicoutimi, Gaspé, Kamouraska, Montmagny, Quebec, Rimouski, Roberval, St-François and Saguenay; John Hugh Proudfoot, foreman, of Fort Coulonge: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Pontiac. The Justices of the Peace, named in the present paragraph, are appointed as such, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act, (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Messrs. Emile Denis, merchant, Maxime Fortin, commercial traveller, Charles P. Plamondon, butcher, Ulric Rochette, merchant, and Pierre Gingras, blacksmith, all of the parish of Saint-Raymond, county of Portneuf, district of Quebec: appointed, with Mr. Pierre Jean Duplain (already appointed by Order in Council No. 1584 dated the 28th July, 1933), Commissioners to hold the Commissioners' Court of the parish of Saint-Raymond, county of Portneuf, district of Quebec.

Vente—Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Montréal. Cour Supérieure. N° 85 (en matière de faillite). In re: H. C. Parker Regd. (Dame Clarice Parker MacEwan), Montréal, cédante autorisée et Georges Duclos, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement du Régistrare de la Loi de faillite, district de Montréal, en date du 22ème jour d'avril 1942, sera vendu par enchère publique, au bureau du Shérif de Montréal, au Palais de Justice, le QUATRIÈME jour de JUIN 1942, à ONZE (11) heures de l'avant-midi, l'immeuble ci-après désigné:

Désignation

Un certain emplacement situé au coin de l'avenue Letourneux et de la rue de Rouen, dans le Quartier Maisonneuve, en la cité de Montréal, composé des Subdivisions numéros cinq cent sept, cinq cent huit et cinq cent neuf de la subdivision officielle du lot numéro huit (8-507, 508 et 509) des plan et livre de Renvoi Officiel du village incorporé d'Hochelaga; contenant chacune des dites subdivisions vingt-quatre pieds de largeur par cent dix-sept pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 2251 avenue Letourneux.

Et aussi avec droit de passage en commun, dans la ruelle située à l'arrière, avec tous autres y ayant droit.

La dite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de faillite, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 des Statuts Refondus du Canada 1927, chapitre 11 et suivants, et aura l'effet du décret.

Un dépôt de 10% de l'évaluation municipale, en argent ou par un chèque accepté, sera exigé de chaque enchérisseur avant qu'il soit permis au dit enchérisseur d'enchérir à la dite vente.

Pour toute autre information au sujet des conditions de vente, cahier des charges, etc., s'adresser au soussigné.

Le syndic,
GEORGES DUCLOS,
10 est, rue St-Jacques.
Montréal.

965-18-2-o

Sale—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court. No. 85 (sitting in bankruptcy). In re: H. C. Parker Regd. (Mrs. Clarice Parker MacEwan) Montreal, authorized assignor and Georges Duclos, trustee.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Registrar of the Bankruptcy Act, district of Montreal, dated the 22nd day of April 1942, shall be sold by public auction at the Sheriff's Office, at the Court House, in Montreal, on the FOURTH day of JUNE 1942, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon, the immovable hereinafter described:

Designation

That certain emplacement situate at the corner of Letourneux avenue and de Rouen Street in the Maisonneuve Ward of the city of Montreal, composed of Subdivisions Five hundred and seven, Five hundred and eight and Five hundred and nine of the official subdivision of lot number eight (8-507, 508 and 509) on the Official Plan and Book of Reference of the Incorporated Village of Hochelaga; containing each of said subdivisions twenty-four feet in width by one hundred and seventeen feet six inches in depth English measure and more or less.

With all the buildings thereon erected bearing civic number 2251 Letourneux avenue.

With also the right of passage in the lane in rear in common with others having rights therein.

The said sale shall be made in virtue of Article 45 of the Bankruptcy Act, paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada, 1927, chapter 11 and following and will have the effect of a Sheriff's sale.

A deposit of 10% of the municipal valuation, in cash or by a certified cheque shall be exacted from each bidder, before he be permitted to bid at the said sale.

For any other information with regard to the conditions of sale, list of charges, etc., apply to the undersigned.

GEORGES DUCLOS,
Trustee,
10 east, St. James St.,
Montreal.

965-18-2-o

Vente par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 209002.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, le vingtième jour d'avril 1942, dans une cause dans laquelle Mary Ellen Greene, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Francis Barney, inspecteur de chars, de ce même lieu, et ce dernier pour autoriser par les présentes son épouse aux fins de la présente action en tant que la loi le jugera nécessaire, et Edith Agnes Greene, de ce même lieu, épouse commune en biens de Leo Murphy, gérant, du même lieu, et ce dernier pour autoriser par les présentes son épouse aux fins de la présente action en tant que la loi le jugera nécessaire, sont demandeurs, et Thomas Greene, John Greene, tous deux des cité et district de Montréal, et Annie Gafney, de

Sale by Licitatation

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 209002.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, on the 20th day of April 1942, in a case wherein Mary Ellen Greene, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Francis Barney, car inspector, of the same place, and the latter herein present to authorize his wife for the purpose of the present action insofar as in law may be necessary, and Edith Agnes Greene, of the same place, wife common as to property of Leo Murphy, manager, of the same place, and the latter herein present to authorize his wife for the purpose of the present action insofar as in law may be necessary, are Plaintiffs and Thomas Greene, John Greene, both of the City and District of Montreal, and Annie Gafney of

la cité de New York, État de New York, un des États Unis d'Amérique, veuve de John Byrne, en son vivant desdits cité et état de New York, Mary (Mazzie) Byrne, épouse séparée de biens de Martin Higgins, et ce dernier pour autoriser par les présentes son épouse aux fins de la présente action en tant que la loi le jugera nécessaire, et Sylvester Byrne, toutes lesdites parties de la cité de New York, État de New York, un des États Unis d'Amérique, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles décrets comme suit, savoir:

"Un certain lopin de terre situé en cette partie de la cité de Montréal, anciennement connue comme étant le village d'Hochelaga, connu comme étant le lot numéro 15 (quinze) au plan de subdivision dûment fait et enregistré, de Montréal, numéro 159 (cent cinquante-neuf) aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, avec les bâtisses dessus érigées et portant maintenant le numéro civique 1905, rue Gascon, cité de Montréal."

Lesdits immeubles désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus haut et dernier enchérisseur SAMEDI, le SIX JUIN, 1942, par ladite Cour, au Palais de Justice de Montréal, district de Montréal, à DIX heures et TRENTE du matin, dans la chambre 31 de la Cour Supérieure de Montréal, sujet aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour.

Toutes oppositions relatives à la vente, s'il y en a, devront être déposées au moins douze (12) jours avant la date fixée, tel que susdit, pour ladite vente et toute opposition à fin de conserver devra être produite dans les six (6) jours après l'adjudication, et à défaut de ce faire, les parties seront forcloses de plein droit.

Un dépôt de \$600 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur au moment de l'enchère.

Montréal, 23 avril 1942.

Les procureurs des demandeurs.

956-18-2

J. R. BOGANTE.

the City of New York, State of New York, one of the United States of America, widow of the late John Byrne, during his lifetime of the said City and State of New York, Mary (Mazzie) Byrne, wife separate as to property of Martin Higgins, and the latter herein present to authorize her for the purpose of the present action insofar as in law may be necessary, and Sylvester Byrne, all of the said parties of the City of New York, State of New York, one of the United States of America, are Defendants, ordering the licitation of the immoveable described as follows, to wit:

"A certain lot of land situated at that part of the City of Montreal, formerly known as the Village of Hochelaga, known as Lot No. 15 (fifteen) on the subdivision plan duly made and filed of Montreal, No. 159 (one hundred and fifty-nine) of the Official Plan and Book of Reference of the Village of Hochelaga, with buildings thereon erected and now bearing civic numbers 1905 Gascon Street, City of Montreal."

The said described immoveable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on SATURDAY, the SIXTH day of JUNE, 1942, by the said Court, in the Court House of Montreal, District of Montreal, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, in Room 31 of the Superior Court of Montreal, subject to the clauses, charges and conditions stipulated in the list of charges filed in the Office of the Prothonotary of the said Court.

Oppositions to the sale, if any, must be filed at least twelve (12) days before the day fixed, as aforesaid, for the said sale and oppositions for payment must be filed within six (6) days after the adjudication, under pain of forfeiture.

A deposit of \$600.00 will be exacted from each and every bidder with his bid.

Montreal, April 23rd, 1942.

J. R. BOGANTE,

Attorney for Plaintiffs.

956-18-2-o

Ventes pour taxes municipales

LA CITÉ DE JOLIETTE

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Camille Bonin, secrétaire-trésorier de la cité de Joliette, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues en l'Hôtel de Ville de la dite cité le JEUDI, VINGT ET UNIÈME jour du mois de MAI, mil neuf cent quarante-deux à DIX heures de l'avant midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et autres, avec intérêts, ainsi que les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

1a. Comme appartenant à Mireault Joseph, succession, un terrain portant le numéro cinquante-trois (53) de la subdivision du lot numéro cinq cent quarante et un (541) du cadastre de la ville de Joliette. Taxes: municipales \$0.92; scolaires, \$2.00; total, \$2.92.

1b. Comme appartenant à Mireault Joseph, succession, un terrain portant le numéro cinquante-quatre (54) de la subdivision du lot numéro cinq cent quarante et un (541) du cadastre de la ville de Joliette. Taxes: municipales \$0.92; scolaires, \$2.00; total, \$2.92.

Sales for Municipal Taxes

THE CITY OF JOLIETTE

Public notice is hereby given by the undersigned, Camille Bonin, Secretary-Treasurer of the City of Joliette, that the properties herein-after designated shall be sold in the City Hall of the said city, THURSDAY, the TWENTY-FIRST day of the month of MAY, one thousand nine hundred and forty-two, at TEN o'clock in the forenoon, in payment of municipal, school and other taxes, with interest, as well as the costs subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

1a. As belonging to Mireault Joseph, Estate: A lot of land bearing number fifty-three (53) of the subdivision of lot number five hundred and forty-one (541) of the cadastre of the Town of Joliette. Taxes: Municipal \$0.92; School \$2.00; Total \$2.92.

1b. As belonging to Mireault Joseph, Estate: A lot of land bearing number fifty-four (54) of the subdivision of lot number five hundred and forty-one (541) of the cadastre of the Town of Joliette. Taxes: Municipal \$0.92; School, \$2.00; Total \$2.92.

2a. Comme appartenant à Dorion J.-D., succession, un lot portant le numéro cinquante-neuf (59) de la subdivision du lot numéro cinq cent quarante et un (541) du cadastre de la ville de Joliette. Taxes: municipales \$10.89; scolaires \$5.00; total \$15.89.

2b. Comme appartenant à Dorion J. D., succession, un lot portant le numéro cent quatre (104) de la subdivision du lot numéro cinq cent quarante et un (541) du cadastre de la ville de Joliette. Taxes: municipales \$1.78; scolaires, \$2.00; total \$3.78.

3. Comme appartenant à Abracen David, un terrain portant les numéros quinze (15), seize (16), et dix-sept (17) de la subdivision du lot numéro cinq cent quarante-huit (548) du cadastre de la ville de Joliette, avec bâtisses. Taxes: municipales, \$22.25; scolaires, \$18.95; total \$41.20.

4. Comme appartenant à Nicoletti Florent, succession, un terrain faisant partie des lots numéros deux cent soixante et onze (271) et deux cent soixante-douze (272) (p2-171 & p2-172) de la subdivision du lot numéro deux (2) du cadastre de la ville de Joliette, contenant, ledit terrain, quatre-vingt-quatorze pieds de largeur sur cent dix-sept et demi de profondeur, mesure anglaise, et borné comme suit: à un bout par la rue du Grand Nord, à l'autre bout, au surplus des lots Nos 2-171 et 2-172, d'un côté à la rue St-Edouard et de l'autre côté, au N° 2-173, sans bâtisse. Taxes: municipales \$4.83; scolaires \$5.64; total \$10.47.

L'adjudicataire devra payer immédiatement le prix de son adjudication.

Donné à Joliette, ce vingt et un avril, mil neuf cent quarante-deux.

Le secrétaire-trésorier,
CAMILLE BONIN.

900-17-2-o

Province de Québec.

COMTÉ DES ILES DE LA MADELEINE.

Avis public est par le présent donné par le soussigné, F.-A. Painchaud, secrétaire-trésorier du comté des Iles de la Madeleine, que les immeubles ci-dessous mentionnés, seront vendus à l'enchère publique, au Palais de Justice, à HAVRE-AUBERT, MERCREDI, le HUITIÈME jour de JUILLET, mil neuf cent quarante-deux, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales et scolaires dues sur ces immeubles, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais avant la vente, savoir:

DANS LA MUNICIPALITÉ DE HÂVRE-AUBERT

Comme appartenant à Simon Kermaly, ou semblant lui appartenir, un lot de terre connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de l'Ile Amherst, une des Iles de la Madeleine, sous la subdivision 317 du lot 318, contenant deux acres et demie en superficie.

Taxes municipales.....	\$ 5.35
Taxes scolaires.....	6.88
	\$12.23

Comme appartenant à Hypolite A. Lapierre, trois lots de terre connus au même plan, sous les numéros 443, 443-A et 444-A, avec bâtisses des-
sus construites.

Taxes municipales.....	\$17.59
Taxes scolaires.....	22.99
	\$40.58

2a. As belonging to Dorion, J. D., Estate: A lot bearing number fifty-nine (59) of the subdivision of lot number five hundred and forty-one (541) of the cadastre of the Town of Joliette. Taxes: Municipal \$10.89; School, \$5.00; Total, \$15.89.

2b. As belonging to Dorion, J. D., Estate: A lot bearing number one hundred and four (104) of the subdivision of lot number five hundred and forty-one (541) of the cadastre of the Town of Joliette. Taxes: Municipal, \$1.78; School, \$2.00; Total \$3.78.

3. As belonging to Abracen David: A lot of land bearing numbers fifteen (15), sixteen (16), and seventeen (17) of the subdivision of lot number five hundred and forty-eight (548) of the cadastre of the Town of Joliette. With buildings. Taxes: Municipal \$22.25; School \$18.95; Total \$41.20.

4. As belonging to Nicoletti Florent, Estate: A lot of land forming part of lots numbers two hundred and seventy-one (271) and two hundred and seventy-two (272) (Pt. 2-171 & Pt. 2-172) of the subdivision of lot number two (2) of the cadastre of the Town of Joliette, measuring, the said lot of land, ninety-four feet in width by one hundred and seventeen and one half in depth, English measure, and bounded as follows: at one end by Grand Nord street, at the other end, by the surplus of lots Nos. 2-171 and 2-172, on one side by St-Edouard street, and on the other side by No. 2-173—without buildings. Taxes: Municipal \$4.83; School \$5.64; Total \$10.47.

Immediate payment shall be exacted from the adudicator for his purchase.

Given at Joliette, this twenty-first of April, one thousand nine hundred and forty-two.

CAMILLE BONIN,
Secretary-Treasurer.

900-17-2

Province of Quebec.

COUNTY OF MAGDALEN ISLANDS

Public notice is hereby given by the undersigned, F. A. Painchaud, secretary-treasurer of the county of Magdalen Islands, that he immovables hereafter mentioned, will be sold by public auction, at the Court House, at HAVRE-AUBERT, WEDNESDAY, the EIGHT day of JULY, nineteen hundred and forty-two, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal and school taxes due upon these immovables, unless the same be paid with cost before the sale, to wit:

IN THE MUNICIPALITY OF HÂVRE-AUBERT

As belonging to Simon Kermaly, or supposed to belong to him, one lot of land known and described on the official plan and book of reference of Amherst, Island, one of the Magdalen Islands, under the subdivision 317 of lot 318, containing two and one half acres in area.

Municipal taxes.....	\$ 5.35
School taxes.....	6.88
	\$12.23

As belonging to Hypolite A. Lapierre, three lots of land known on the same plan, under the numbers 443, 443-A and 444-A, with buildings thereon erected.

Municipal taxes.....	\$17.59
School taxes.....	22.99
	\$40.58

DANS LA MUNICIPALITÉ DE L'ÉTANG-DU-NORD

Comme appartenant à succession Nelson Arseneau, deux lots de terre connus et désignés au plan et livre de renvoi officiels de l'Île Grindstone, une des Îles de la Madeleine, sous les numéros 276 et 337.

Taxes municipales.....	\$36.73
Taxes scolaires.....	8.77
	<u>\$45.50</u>

Comme appartenant à Ludger L. Aucoin, un lot de terre connu au même plan comme étant partie du lot N° 245-B, contenant huit acres en superficie avec bâtisses dessus construites, moins cependant la partie vendue à la Fabrique de l'Étang-du-Nord.

Taxes municipales.....	\$10.73
Taxes scolaires.....	38.52
	<u>\$49.25</u>

Comme appartenant à succession Joachim Boudreau, un lot de terre connu au même plan comme étant partie du lot N° 314, contenant quatre acres, trois quarts et vingt-deux perches en superficie.

Taxes municipales.....	Aucun
Taxes scolaires.....	\$30.42

Comme appartenant à Alphé E. Chiasson, cinq lots de terre connus au même plan, comme suit:

Subd. 516 du lot 50, 4a.Ov. 16p.

" 517 " 49, 5a.Ov. Op.

" 518 " 56, 1a.Ov. Op.

" 519 " 59, 5a.Ov. Op.

" 520 " 59, 6a.Ov. Op.,

avec bâtisses et dépendances dessus construites.

Taxes municipales.....	\$ 8.49
Taxes scolaires.....	54.97

\$63.46

Comme appartenant à Vve Cirice Cyr, ou semblant lui appartenir, trois lots de terre connus au même plan sous la subdivision 35 du lot 312, le lot 270-A et la subdivision 3 du lot 214 avec bâtisses dessus construites.

Taxes municipales.....	\$14.94
Taxes scolaires.....	66.88

\$81.82

Comme appartenant à Fidèle Cyr, un lot de terre connu au même plan comme étant partie de la subdivision 63 du lot 273, contenant six acres et un quart.

Taxes municipales.....	\$20.54
Taxes scolaires.....	59.43

\$79.97

Comme appartenant à Marie Anne Eloquin, ou semblant lui appartenir, un lot de terre connu au même plan sous la subdivision 96 du lot 75 contenant huit acres, deux verges et seize perches.

Taxes municipales.....	\$ 4.10
Taxes scolaires.....	20.41

\$ 24.51

Comme appartenant à Vve Romain P. LeBlanc, un lot de terre connu au même plan sous le numéro 186, contenant treize acres et vingt-sept perches, avec bâtisses dessus construites.

Taxes municipales.....	\$ 15.39
Taxes scolaires.....	27.79

\$ 43.18

IN THE MUNICIPALITY OF ÉTANG-DU-NORD

As belonging to succession Nelson Arseneau, two lots of land known and described on the official plan and book of reference of Grindstone Island, one of the Magdalen Islands, under the numbers 276 and 337.

Municipal taxes.....	\$36.73
School taxes.....	8.77
	<u>\$45.50</u>

As belonging to Ludger L. Aucoin, one lot of land known on the same plan, as being part of lot No. 245-B, containing eight acres in area, with buildings thereon erected, less, however the part sold to La Fabrique de l'Étang-du-Nord.

Municipal taxes.....	\$10.73
School taxes.....	38.52

\$49.25

As belonging to succession Joachim Boudreau, one lot of land known on the same plan as being part of lot No. 314, containing four acres, three roods and twenty-two perches in area.

Municipal taxes.....	Nil
School taxes.....	\$30.42

As belonging to Alphé E. Chiasson, five lots of land known on the same plan, as follows:

Subd. 516 of the lot 50, 4a.Ov.16p.

" 517 " 49, 5a.Ov.Op.

" 518 " 56, 1a.Ov.Op.

" 519 " 59, 5a.Ov.Op.

" 520 " 59, 6a.Ov.Op.,

with buildings and dependencies thereon erected.

Municipal taxes.....	\$ 8.49
School taxes.....	54.97

\$63.46

As belonging to Widow Cirice Cyr, or supposed to belong to her, three lots of land known on the same plan under the subdivision 35 of the lot 312, lot 270-A and the subdivision 3 of the lot 214, with buildings thereon erected.

Municipal taxes.....	\$14.94
School taxes.....	66.88

\$81.82

As belonging to Fidèle Cyr, one lot of land known on the same plan as being part of the subdivision 63 of the lot 273, containing six acres and one quarter.

Municipal taxes.....	\$20.54
School taxes.....	59.43

\$79.97

As belonging to Marie Anne Eloquin or supposed to belong to her, one lot of land known on the same plan under the subdivision 96 of lot 75 containing eight acres, two roods and sixteen perches.

Municipal taxes.....	\$ 4.10
School taxes.....	20.41

\$ 24.51

As belonging to Widow Romain P. LeBlanc, one lot of land known on the same plan under the number 186 containing thirteen acres and twenty seven perches, with buildings thereon erected.

Municipal taxes.....	\$ 15.39
School taxes.....	27.69

\$ 43.18

Comme appartenant à Azade M. LeBlanc, un lot de terre connu au même plan sous la subdivision 244 du lot 214 contenant trente acres.

Taxes municipales..... \$ 9.46
Taxes scolaires..... 82.84

\$ 92.30

Comme appartenant à Binet & Chiasson, un lot de terre connu au même plan sous la subdivision 185 du lot 40, contenant douze acres et demie en superficie.

Taxes municipales..... \$15.05
Taxes scolaires..... 31.06

\$ 46.11

Comme appartenant à Azade L. Aucoin, un lot de terre connu au même plan comme étant partie du lot 249 contenant quatre acres en superficie.

Taxes municipales..... \$ 17.25
Taxes scolaires..... 9.20

\$ 26.45

Comme appartenant à Fred T. Chiasson, un lot de terre connu au même plan sous la subdivision 776 du lot 60, contenant vingt-quatre acres et trois quarts, avec bâtisses dessus construites.

Taxes municipales..... \$ 27.45
Taxes scolaires..... 77.04

\$104.49

Comme appartenant à Delaney Bros. Registered, un lot de terre connu au même plan sous la subdivision 754 du lot 215, contenant vingt acres en superficie.

Taxes municipales seulement... \$ 74.00

Comme appartenant à Succession François Petitpas, un lot de terre connu au même plan sous le numéro 90, contenant vingt et un acres et trois quarts en superficie.

Taxes municipales..... \$ 18.27
Taxes scolaires..... 25.55

\$ 43.82

Comme appartenant à Edouard V. Noël, un lot de terre connu au même plan comme étant partie du lot N° 263, contenant trois acres et vingt perches en superficie avec bâtisses dessus construites.

Taxes municipales..... \$ 6.95
Taxes scolaires..... 62.13

\$ 69.08

Comme appartenant à Adrien V. Noël, un lot de terre connu au même plan comme étant partie du lot N° 263, contenant trois acres et vingt perches en superficie, avec bâtisses dessus construites.

Taxes municipales..... \$ 10.04
Taxes scolaires..... 22.02

\$ 32.06

Comme appartenant à Succession Olivier Cummings, et Dame Luce Chevarie, un lot de terre connu au même plan sous la subdivision 296 du lot 308, contenant dix acres en superficie avec bâtisses dessus construites.

Taxes municipales..... Aucun
Taxes scolaires..... \$ 35.34

Comme appartenant à Johnny J. Boudreau, un lot de terre connu au même plan comme faisant partie du lot N° 314, contenant un acre en superficie.

Taxes scolaires seulement..... \$67.16

As belonging to Azade M. LeBlanc, one lot of land known on the same plan under the subdivision 244 of the lot 214 containing thirty acres.

Municipal taxes..... \$ 9.46
School taxes..... 82.84

\$ 92.30

As belonging to Binet & Chiasson, one lot of land known on the same plan under the subdivision 185 of the lot 40, containing twelve acres in area.

Municipal taxes..... \$ 15.05
School taxes..... 31.06

\$ 46.11

As belonging to Azade L. Aucoin, one lot of land known on the same plan as being part of lot 249, containing four acres in area.

Municipal taxes..... \$ 17.25
School taxes..... 9.20

\$ 26.45

As belonging to Fred T. Chiasson, one lot of land known on the same plan under the subdivision 776 of the lot 60, containing twenty-four acres and three quarters with buildings thereon erected.

Municipal taxes..... \$ 27.45
School taxes..... 77.04

\$104.49

As belonging to Delaney Bros. Registered, one lot of land known on the same plan under the subdivision 754 of lot 215, containing twenty acres in area.

Municipal taxes only..... \$ 74.00

As belonging to Succession François Petitpas, one lot of land known on the same plan under the number 90, containing twenty-one acres and three quarters in area.

Municipal taxes..... \$ 18.27
School taxes..... 25.55

\$ 43.82

As belonging to Edouard V. Noël, one lot of land known on the same plan as being part of lot No. 263, containing three acres and twenty perches in area with buildings thereon erected.

Municipal taxes..... \$ 6.95
School taxes..... 62.13

\$ 69.08

As belonging to Adrien V. Noël, one lot of land known on the same plan as being part of the lot No. 263, containing three acres and twenty perches in area, with buildings thereon erected.

Municipal taxes..... \$ 10.04
School taxes..... 22.02

\$ 32.06

As belonging to Succession Olivier Cummings and Mrs. Luce Chevarie, one lot of land known on the same plan under the subdivision 296 of the lot 308, containing ten acres in area with buildings thereon erected.

Municipal taxes..... Nil
School taxes..... \$ 35.34

As belonging to Johnny J. Boudreau one lot of land known on the same plan as forming part of lot No. 314 containing one acre in area.

School taxes only..... \$67.16

DANS LA MUNICIPALITÉ DE HÂVRE-AUX-MAISONS

Comme appartenant à Succession Jean Boudreau, ou semblant lui appartenir et étant occupé par Frank J. Boudreau, trois lots de terre connus et désignés au plan et livre de renvoi officiels de l'Île Alright une des Îles de la Madeleine, sous les numéros 219, contenant deux acres, 219 contenant trois acres et quart et 220, contenant un acre et quart, avec bâtisses dessus construites, et aussi comme appartenant à Succession Isidore Boudreau et occupé par le même Frank J. Boudreau, un lot de terre connu au même cadastre comme faisant partie du lot 217 et contenant quatre acres et quart en superficie.

Taxes Municipales.....	\$11.10
Taxes Scolaires.....	23.21
	<u>\$34.31</u>

Comme appartenant à Succession Edouard Poirier et actuellement occupé par Léoni E. Poirier, un lot de terre connu au même plan sous la subdivision 126 du lot 73, contenant onze acres et demie avec bâtisses dessus construites, et aussi comme appartenant à Succession Léon Poirier, un lot de terre connu au même plan comme étant partie du lot 164, contenant deux acres et un quart en superficie.

Taxes municipales.....	\$ 5.15
Taxes scolaires.....	\$36.31
	<u>\$41.46</u>

Comme appartenant à Succession Anani Thériault, et étant actuellement occupé par Duguay Thériault, quatre lots de terre connus au même plan sous les numéros 221, contenant onze acres et demie, 221-A, contenant six acres et demie, subdivision 58 du lot 188, contenant huit acres et trois quarts et partie du lot 73 contenant deux acres en superficie avec bâtisses dessus construites.

Taxes municipales.....	\$ 4.28
Taxes scolaires.....	10.95
	<u>\$15.23</u>

Donné à Havre-Aubert, le dixième jour d'avril 1942.

Le secrétaire-trésorier, du comté des Îles de la Madeleine,
976-18-2-o F.A. PAINCHAUD.

IN THE MUNICIPALITY OF HÂVRE-AUX-MAISONS

As belonging to Succession Jean Boudreau, or supposed to belong to him and being occupied by Frank J. Boudreau, three lots of land known and described on the official plan and book of reference of Alright Island, one of the Magdalen Islands, under the number 219 containing two acres, 219 containing three acres and one quarter and 220, containing one acre and one quarter with buildings thereon erected and also as belonging to Succession Isidore Boudreau and occupied by the same Frank J. Boudreau, one lot of land known on the same cadastre as being part of lot 217 and containing four acres and one quarter in area.

Municipal taxes.....	\$11.10
School taxes.....	23.21
	<u>\$34.31</u>

As belonging to Succession Edouard Poirier and actually occupied by Léoni E. Poirier, one lot of land known on the same plan under the subdivision 126 of lot 73, containing eleven acres and one half with buildings thereon erected and also as belonging to Succession Léon Poirier one lot of land known on the same plan as being part of lot 164, containing two acres and one quarter in area.

Municipal taxes.....	\$ 5.15
School taxes.....	36.31
	<u>\$41.46</u>

As belonging to Succession Anani Thériault and being actually occupied by Duguay Thériault, four lots of land known on the same plan under the numbers 221, containing eleven acres and one half, 221-A, containing six acres and one half, Subdivision 58 of lot 188, containing eight acres and three quarters and part of lot 73, containing two acres in area with buildings thereon erected.

Municipal taxes.....	\$ 4.28
School taxes.....	\$10.95
	<u>15.23</u>

Given at Havre-Aubert, on the tenth day of April 1942.

F. A. PAINCHAUD,
Secretary-Treasurer of the County of Magdalen Islands.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

HULL

Cour Supérieure.—District de Hull
N° 7093 } ME JACQUES BERTRAND
 } avocat des cité et district de
Hull; demandeur par distraction pour frais, vs
JOHN FINDLAY, cultivateur, du canton de
Hull, district de Hull, défendeur.

"Toute cette ferme composée du tiers sud-est du lot numéro vingt-trois (ptie S.E. 23) dans le sixième rang du canton de Hull, comprenant soixante-treize acres de terrain en superficie, plus ou moins, et bornée comme suit: au sud par les terrains du cinquième rang, à l'ouest par le tiers sud-ouest dudit lot vingt-trois, la propriété

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

HULL

Superior Court.—District of Hull
No. 7093 } ME. JACQUES BERTRAND,
 } advocate of the city and district of Hull; plaintiff distracting for costs; vs
JOHN FINDLAY, farmer, of the Township of Hull, district of Hull, defendant.

"All that farm being composed of the South East one third part of lot number twenty-three (S.E. pt. 23) in the sixth range of the Township of Hull, containing seventy-three acres of land in superficies, more or less, and bounded as follows: South by the lands of the fifth range, West by the South-West one third part of the said lot

de Benjamin Payne et vers le nord par le tiers nord dudit lot vingt-trois, la propriété de Benjamin Payne, et vers l'est par le lot numéro vingt-deux, dans le dit sixième rang dudit canton de Hull, avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances."

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Paul d'Aylmer, le CINQ JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Hull, ce 25 avril 1942.
[Première publication, 2 mai, 1942]

Le shérif,
I. ST-PIERRE.

966-18-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Joliette

Province de Québec, { **A** IMÉ ST-GERMAIN, N° 7216 } cultivateur de la paroisse de l'Epiphanie, dans le district de Joliette, demandeur; vs EMILIEN MASSON, de la paroisse de l'Epiphanie, dans le district de Joliette, défendeur.

Une maison située dans le village de l'Epiphanie, dans le district de Joliette, sur partie d'un lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de l'Epiphanie, sous le numéro cent quatre-vingt-quatre, (184) avec dépendances, ainsi que tous les droits que le défendeur a ou peut avoir sur ledit lot N° cent quatre-vingt-quatre, pour partie d'icelui.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de l'Epiphanie, le QUINZIEME jour du mois de MAI 1942, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Joliette, le 1er avril 1942.
[Première publication, 11 avril 1942]

Le shérif,
J.-A. BÉLANGER.

780-15-2-o

Fieri Facias De Terris
District de Montréal

Cour Supérieure.—District de Montréal

Province de Québec, { **W** ILLIAM BUR- N° 205055 } NETT, marchand, de la cité de Montréal, district de Montréal, demandeur; contre KATHLEEN PERRAULT, de la cité de Montréal, district de Montréal, épouse séparée de biens de Peter Perreault, employée civique, du même lieu et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes.

1. Les lots numéros 780, 781 et 784 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Julienne, comté de Montcalm;

2. Cette partie du lot numéro 782, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Julienne, comté de Montcalm mesurant un arpent de largeur, par 25 arpents de longueur, mesure anglaise, plus ou moins, borné au sud-est par le résidu du dit lot 782, au nord-ouest par le cordon qui sépare le premier et le deuxième rangs, au nord-est par le lot numéro 781, et au sud-ouest par le lot numéro 783;

3. Cette partie du lot numéro 783, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Julienne, comté de Montcalm, mesurant un arpent de largeur par 4 arpents de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, borné au sud-est par la ligne séparant la Seigneurie de l'Assomption du Canton de Kilkenny, au nord-ouest par le résidu du dit lot numéro 783, au nord-est par le numéro 782 et au sud-ouest, par le lot numéro 784;

Lors de la vente, il sera exigé de tout enchérisseur, un dépôt d'une somme de \$95.00, ce, en

twenty-three, the property of Benjamin Payne and towards the North by the Northern one third part of the said lot twenty-three, the property of Benjamin Payne, and towards the East by lot number twenty-two, in the said sixth range of said Township of Hull, with buildings thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of St. Paul d'Aylmer, the FIFTH of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Hull, this 25th April, 1942.
[First publication, 2nd May, 1942]

I. ST-PIERRE,
Sheriff.

966-18-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Joliette

Province of Québec, { **A** IMÉ ST-GERMAIN, No. 7216 } farmer, of the parish of l'Epiphanie, in the district of Joliette, plaintiff; vs EMILIEN MASSON, of the parish of l'Epiphanie, in the district of Joliette, defendant.

A house situate in the village of l'Epiphanie, in the district of Joliette, on a part of the lot known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the parish of l'Epiphanie, under number one hundred and eighty-four (184)—with dependencies, and also all the rights which the defendant has or may have on said lot number one hundred and eighty-four, for a part of same.

To be sold at the church door of the parish of l'Epiphanie, on the FIFTEENTH day of the month of MAY, 1942, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Joliette, April 1, 1942.
[First publication, April 11th, 1942]

J. A. BÉLANGER,
Sheriff.

780-15-2

Fieri Facias De Terris

Superior Court.—District of Montreal

Province of Québec, { **W** ILLIAM BUR- No. 205055 } NETT, merchant, of the City of Montreal, district of Montreal, plaintiff; against KATHLEEN PERRAULT, of the city of Montreal, district of Montreal, wife separate as to property of Peter Perreault, civic employee, of the same place, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof.

1. Lots Nos. 780, 781 and 784 of the official plan and in the book of reference of the parish of Ste-Julienne, county of Montcalm;

2. That part of lot No. 782, of the official plan and in the book of reference of the parish of Ste-Julienne, county of Montcalm, measuring one arpent in width, by 25 arpents in length, English measure, more or less, bounded on the South-East by the residue of said lot 782, on the North-West by the "cordon" which separates the first and the second ranges, on the North-East by lot No. 781, and on the South-West by lot No. 783;

3. That part of lot No. 783, of the official plan and in the book of reference of the parish of Ste-Julienne, county of Montcalm, measuring one arpent in width by 4 arpents in depth, English measure, more or less, bounded on the South-East by the line separating the Seigneurie of l'Assomption from the Township of Kilkenny, on the North-West by the residue of said lot No. 783, on the North-East by No. 782 and on the South-West, by lot No. 784;

A deposit of \$95. shall be exacted from each and every bidder at the time of the sale, this,

vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, du district de Montréal, en date du 17 avril 1942.

Tous les immeubles plus haut décrits, seront vendus ensemble comme formant une seule exploitation, ce, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, du district de Montréal, en date du 20 avril 1942.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Julienne, le QUATRIÈME jour du mois de JUIN, 1942, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, J. A. BÉLANGER.
Joliette, le 29 avril 1942. 978-18-2-0
[Première publication, le 2 mai 1942]

QUÉBEC

Fieri Facias

Cour de Magistrat

Québec, à savoir: { **L** A CORPORATION DE
N° 83698 { **LA PAROISSE DE ST-**
COLOMB-DE-SILLERY, corps politique incor-
poré ayant son principal bureau d'affaires dans
la municipalité de la paroisse de St-Colomb-de-
Sillery, contre EDGAR-B. CHISWELL, Wash-
ington, D.C., l'un des Etats d'Amérique en sa
qualité d'exécuteur-testamentaire de la succes-
sion de feu Elisabeth Chadwick, à savoir:

Le lot N° 311 (trois cent onze) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Colomb-de-Sillery, comté de Québec, étant un lot de terre situé sur le chemin des Foulons, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Colomb-de-Sillery, comté de Québec, le CINQUIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 29 avril 1942. 967-18-2-0
[Première publication, 2 mai 1942]
[Deuxième publication, 16 mai 1942]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { **A** LBERT DÉRY, inspec-
N° 44,184 { **teur de wagons; JO-**
SEPH DÉRY, journalier, **EUGÈNE DÉRY**,
commis d'entrepôt; **NAPOLEON DÉRY**, gar-
çon d'hôtel; **GÉRALDINE DÉRY**, fille ma-
jeure usant de ses droits, tous de Québec, et
BLANCHE DÉRY, épouse séparée quant aux
biens de Sieur Ferdinand Paquet, également de
Québec, commis, le dit **FERDINAND PA-**
QUET, comparaisant pour autoriser et assister
sa dite épouse aux fins des présentes; contre
DAME ANNETTE GAUVIN, de Québec, veuve
de feu Joseph Léon Pinsonnault, architecte et
employé civique en son vivant du même lieu,
à savoir:

Le lot N° 4084 (quatre mille quatre-vingt-quatre) du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé coin des rues St-Augustin et St-Joachim, mesurant 42 pieds et 6 pouces sur la rue St-Joachim, 42 pieds et 6 pouces sur la ligne qui le divise du N° 4082; 72 pieds sur la ligne qui le divise du N° 4083; 71 pieds et 8 pouces sur la rue St-Augustin, contenant en superficie 3024 pieds, mesure anglaise, égal à 2662 pieds, mesure française, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

pursuant to a judgment of the Superior Court, of the district of Montreal, dated the 17th April, 1942.

All the above described immovables shall be sold "en bloc" as forming one and the same lot of land, this, pursuant to a judgment of the Superior Court, of the district of Montreal, dated the 20th April, 1942.

To be sold at the parochial church door of the parish of Ste-Julienne, on the FOURTH day of the month of JUNE, 1942, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J. A. BÉLANGER, Sheriff.
Joliette, April 29, 1942. 978-18-2
[First publication, May 2nd, 1942]

QUÉBEC

Fieri Facias

Magistrate's Court

Québec, to wit: { **T**HE CORPORATION OF
No. 83698 { **THE PARISH OF ST.**
COLOMB DE SILLERY, a body politic and
corporate having its principal place of business in
the municipality of the parish of St. Colomb de
Sillery; against EDGAR B. CHISWELL, Wash-
ington, D.C., one of the United States of Amer-
ica, in his quality of testamentary executor of
the Estate of the late Elisabeth Chadwick, to
wit:

Lot No. 311 (three hundred and eleven) of the official cadastre for the parish of St. Colomb de Sillery, County of Quebec, being a lot of land situate on the Des Foulons Road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the parochial church door of St. Colomb de Sillery, County of Quebec, on the FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.
Québec, April 29, 1942. 967-18-2
[First publication, May 2nd, 1942]
[Second publication, May 16th, 1942]

Fieri Facias

Québec, to wit: { **A** LBERT DÉRY, waggon
No. 44,184 { **inspector; JOSEPH**
DÉRY, laborer, **EUGÈNE DÉRY**, warehouse
clerk; **NAPOLEON DÉRY**, bell-boy; **GÉRAL-**
DINE DÉRY, spinster in the use of her rights,
all of Québec, and **BLANCHE DÉRY**, wife
separate as to property of Sieur Ferdinand
Paquet, also of Québec, clerk, the said **FER-**
DINAND PAQUET, appearing to authorize and
assist his said wife for the purposes hereof;
against **DAME ANNETTE GAUVIN**, of Que-
bec, widow of the late Joseph Léon Pinsonnault,
architect and civic employee, in his lifetime of
the same place, to wit:

Lot No. 4084 (four thousand and eighty-four) of the official cadastre for Montcalm Ward, of the city of Québec, being an emplacement situate at the corner of St. Augustin and St. Joachim streets, measuring 42 feet and 6 inches on St. Joachim street, 42 feet and 6 inches in the line which divides it from No. 4082; 72 feet in the line which divides it from No. 4083; 71 feet and 8 inches on St. Augustin street, containing in superficial area 3024 feet, English measure, equal to 2662 feet, French measurement—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SIXIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin

Bureau du shérif,
Québec, ce 30 avril 1942.
[Première publication, 2 mai 1942]
[Deuxième publication, 16 mai 1942]

Le shérif,
L. LAPIERRE.
979-18-2-o

To be sold, at my office, in the City of Quebec, on the SIXTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Quebec, April 30, 1942.
[First publication, May 2, 1942]
[Second publication, May 16, 1942]

L. LAPIERRE,
Sheriff.
979-18-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

District de Rimouski, } PIERRE PAQUET;
N° 6111 } vs ALPHONSE
DUMAIS.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures de l'avant-midi le trente-unième jour de mars, 1942, à Rimouski Est, (Quai) aura lieu à DIX heures de l'avant-midi, le DIX-HUITIÈME jour de MAI 1942, à Rimouski Est (Quai).

Le shérif,
968-o CHS. D'ANJOU.
[Première publication, 2 mai 1942]

RIMOUSKI
Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

District of Rimouski, } PIERRE PAQUET;
No. 6111 } vs ALPHONSE
DUMAIS.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present case, which was to have taken place at ten o'clock in the forenoon the thirty-first day of March, 1942, at Rimouski Est (Quai), will be held at TEN o'clock in the forenoon, the EIGHTEENTH day of MAY, 1942, at Rimouski Est (Quai).

CHS. D'ANJOU,
968 Sheriff.
[First publication, May 2nd 1942]

ROBERVAL

Canada, }
Province de Québec, } COTÉ, BOIVIN & CIE
District de Roberval, } INCORPORÉ, com-
Cour Supérieure, } pagnie par actions ayant
N° 10551 } son siège d'affaires en la
Cité de Chicoutimi, de-
mandeur; vs HUBERT GAGNON de Ste-Hed-
widge, Comté Roberval, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:
Un emplacement situé en la paroisse de Ste-Hedwidge, mesurant cent cinquante pieds de largeur sur la profondeur qu'il y a entre la route et la rivière Ouïatchouanish, faisant partie du lot connu et désigné sous le N° 354 trois cent cinquante-quatre du cadastre officiel pour le sixième rang du canton Roberval, borné au sud-est à la route, au nord-ouest à la rivière Ouïatchouanish, au sud-ouest au chemin de front et au nord-est au résidu du dit lot, avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Ste-Hedwidge, Comté Roberval, P.Q., MARDI, le DOUZIÈME jour du mois de MAI 1942 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,
Roberval, ce 1er Avril, 1942.
[Première publication, le 11 avril 1942]

Le shérif,
A. LACOMBE.
781-15-2-o

Canada, }
Province of Quebec, } COTÉ, BOIVIN & CIE
District of Roberval, } INCORPORÉ, a
Superior Court } company having shares
No. 10551 } with head office in the
city of Chicoutimi, plain-
tiff; vs HUBERT GAGNON, of Ste-Hedwidge,
County of Roberval, defendant.

As belonging to the defendant:
An emplacement situate in the parish of Ste-Hedwidge, measuring one hundred and fifty feet in width by whatever depth there may be between the highway and the Ouïatchouanish River, forming part of the lot known and designated under No. 354 (three hundred and fifty-four) of the official cadastre for the Sixth Range of the Township Roberval, bounded on the South-East by the highway, on the North-West by the Ouïatchouanish River, on the South-West by the front road and on the North-East by the residue of said lot—with buildings and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Ste-Hedwidge, County of Roberval, P.Q., TUESDAY, the TWELFTH day of the month of MAY, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Roberval, this 1st April, 1942.
[First publication, April 11th, 1942]

A. LACOMBE,
Sheriff.
781-15-2

TERREBONNE

Canada, }
Province de Québec, } DELLE AGNÈS
District de Terrebonne, } OUIMET, fille
N° 7490 } majeure, des cité et
demanderesse; vs ANTONIO PAQUETTE, de la paroisse Ste-Monique, district de Terrebonne, défendeur.

Un lot de terre portant le numéro 192 (cent quatre-vingt-douze) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Ste-Monique, Comté Deux-Montagnes, district de Terrebonne, avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise de Ste-Monique à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée) le DOUZE MAI 1942.

Un dépôt de \$300.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur d'après jugement rendu par le

TERREBONNE

Canada, }
Province of Quebec, } DELLE AGNÈS
District of Terrebonne, } OUIMET, spin-
No. 7490 } ster, of the city and
demandant; vs ANTONIO PAQUETTE, of the parish of Ste. Monique, district of Terrebonne, defendant.

A lot of land bearing number 192 (one hundred nine two) at the plan and reference book of the parish Ste. Monique, county of Deux-Montagnes, district of Terrebonne, with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of Ste. Monique, at TWO o'clock in the afternoon (daylight saving time) on the TWELVE day of MAY 1942.

A deposit of \$300.00 shall be exacted from each and every bidder asper judgement delivered by

Protonotaire de la Cour Supérieure pour le district de Terrebonne, en date du 1er avril 1942.

Le shérif,
Bureau du shérif, ALB. FOURNELLE.
St-Jérôme, 8 avril 1942. 790-15-2-0
[Première publication, 11 avril 1942]

the Prothonotary of the Superior Court for the district of Terrebonne, dated April the first 1942.

ALB. FOURNELLE,
Sheriff's Office,
St. Jerome, April 8th 1942. 790-15-2-0
[First publication, April 11th 1942]

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, N° 7502 } **BANQUE CANADIENNE NATIONALE**, un corps politique, incorporé suivant la loi, ayant son siège social en les cité et district de Montréal, demanderesse; vs **FRANÇOISE FOURNELLE ET EUGÉNIE FOURNELLE**, toutes deux de la ville de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, défenderesses.

Le lot de terre portant le numéro 317 (trois cent dix-sept) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Jérôme, borné à l'est par la rue Labelle, à l'ouest par la rivière du nord, vers le nord par le lot numéro 316 et vers le sud par le lot numéro 318, mesurant 42 pieds et 3 pouces en front par 104 pieds de profondeur dans une ligne et 120 pieds dans l'autre ligne, avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au Bureau du Shérif, au Palais de Justice dans la ville St-Jérôme, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée) le DOUZE MAI 1942.

Un dépôt de \$542.50 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur d'après jugement rendu par le Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Terrebonne en date du 8 avril 1942.

Le shérif,
Bureau du shérif, ALB. FOURNELLE.
St-Jérôme, 8 avril 1942. 789-15-2-0
[Première publication, 11 avril 1942]

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, N° 7301 } **AURORE PAQUIN**, épouse commune en biens de Pierre Ouimet, tous deux de Ste-Agathe des Monts, district de Terrebonne, demanderesse; vs **PIERRE OUMET**, défendeur.

Un lot de terre connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse Ste-Agathe des Monts, comme étant le numéro 7b dans le 3è rang du canton Bérésford, avec bâtisses dessus érigées. A distraire dudit lot un emplacement vendu à Joseph Desjardins et un autre emplacement vendu à Edouard Therrien, plus une autre partie en front dudit terrain vendu au Gouvernement de la Province de Québec, Département de la Voirie.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Agathe des Monts, le DEUXIÈME jour de JUIN mil neuf cent quarante deux, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le shérif,
Bureau du shérif, ALBERT FOURNELLE
Saint-Jérôme, 22 avril 1942. 969-18-2-0
[Première publication, 2 mai 1942]

SAGUENAY

Fieri facias de bonis et de terris

Cour Supérieure.—District de Québec
N° 42,478 } **E. NORMAND**; vs **DO-
CITHÉ GAGNON**.

Savoir:

Un immeuble situé dans la Seigneurie de Mille Vaches à Rivière Portneuf et borné comme suit: au sud par le chemin public, au sud-ouest par Arthur Jean, à l'ouest par Joseph-Louis Desbiens,

Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 7502 } **BANQUE CANADIENNE NATIONALE**, a body politic duly corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, demandant; vs **FRANÇOISE FOURNELLE AND EUGÉNIE FOURNELLE**, both of the town of Saint. Jerome in the district of Terrebonne, defendant.

The lot of land bearing number 317 (three hundred and seventeen) at the plan and official reference book for the town of St. Jerome, bounded at East by Labelle street, West by North River, at the North by the lot number 316, and to the South by lot number 318, measuring 42 feet and 3 inches in front per 104 feet in depth in one line and 120 feet in the under line with buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office, at the Court House in the town of St. Jerome, at TEN o'clock in the forenoon (daylight saving time) on the TWELFTH day of MAY 1942.

A deposit of \$542.50 shall be exacted from each and every bidder as per judgment delivered by the Prothonotary of the Superior Court for the district of Terrebonne, dated April 8th 1942.

ALB. FOURNELLE,
Sheriff's Office,
St. Jerome, April 8th, 1942. 789-15-2-0
[First publication, April 11th, 1942]

Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 7301 } **AURORE PAQUIN**, wife common as to property of Pierre Ouimet both of Ste-Agathe des Monts, district of Terrebonne, plaintiff; vs **PIERRE OUMET**, defendant.

A lot of land known and designated at the plan and reference book of the parish of Ste-Agathe des Monts as being number 7b in the 3rd range of Beresford Canton, with building thereon erected. To be distracted of said lot an emplacement sold to Joseph Desjardins and another emplacement sold to Edouard Therrien plus another part in front of said lot sold to Provincial Government of Quebec, Road Department.

To be sold at the church door of Ste-Agathe des Monts, the SECOND day of JUNE, one thousand nine hundred and forty-two at ELEVEN o'clock in the forenoon (daylight saving time).

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's Office,
St-Jerome, April 22nd, 1942. 969-18-2-0
[First publication, May 2nd, 1942]

SAGUENAY

Fieri facias de bonis et de terris

Superior Court.—District of Quebec
No. 42478 } **E. NORMAND**; vs **DO-
CITHÉ GAGNON**.

To wit:

An immovable situate in the Mille Vaches Seigniory, at Rivière Portneuf, and bounded as follows, to wit: on the south by the public road, on the southwest by Arthur Jean, on the west, by

et D. G. Saiphy, au nord-est par madame Vve Léandre Bouchard, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Rivière Portneuf, comté de Saguenay, le QUATRE JUIN 1942 à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ELZÉAR VILLENEUVE.
La Malbaie, le 28 avril 1942. 975-18-2-0
[Première publication, 2 mai 1942]

Joseph Louis Desbiens and D. G. Saiphy, on the northeast by Madame Widow Léandre Bouchard, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the Parish of Rivière Portneuf, County of Saguenay, on JUNE the FOURTH 1942 at TWO o'clock in the afternoon.

ELZÉAR VILLENEUVE,
Sheriff's Office, Sheriff.
La Malbaie, April 28th, 1942 975-18-2-0
[First publication, May 2nd, 1942]

Proclamations

L.-P. DUFF,
Député du Gouverneur général.
[L.S.]

CANADA

GEORGE SIX par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A TOUS CEUX A QUI les présentes parviendront ou qu'icelles pourront de quelque manière concerner,—SALUT:

PROCLAMATION

F.-P. VARCOE, } A T T E N D U
Sous-ministre de la Justice, } qu'en raison
Canada. } du fait que Notre anniversaire de naissance tombe le quatorzième jour de décembre, il est jugé à propos de désigner le lundi huitième jour de juin, en l'an de grâce mil neuf cent quarante-deux, comme le jour où Notre anniversaire de naissance doit être officiellement célébré.

SACHEZ DONC MAINTENANT que Nous proclamons par les présentes et déclarons par Notre proclamation que le lundi huitième jour de juin prochain est désigné pour la célébration, cette année, de Notredit anniversaire de naissance.

DE CE QUI PRÉCÈDE, Nos féaux sujets et tous ceux que les présentes peuvent concerner sont par les présentes requis de prendre connaissance et d'agir en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Conseiller, le très honorable Sir Lyman-Poore Duff, membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Juge en chef du Canada et député de Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller, Alexandre Auguste Frédéric Georges, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, Membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Grand maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, Colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honorifique de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

Proclamations

L. P. DUFF,
Deputy Governor General.
[L.S.]

CANADA

GEORGE THE SIXTH, by the Grace of God of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas KING, Defender of the Faith, Emperor of India;

TO ALL TO WHOM these Presents shall come or whom the same may in anywise concern,
GREETING:

A PROCLAMATION

F. P. VARCOE, } W H E R E A S Our birth-
Deputy Minister of } day falling on the
Justice, Canada. } fourteenth day of December, it is thought fit to appoint Monday, the eighth day of June, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-two, as the day upon which Our birthday is to be officially celebrated.

NOW KNOW YE that We do hereby proclaim and declare by this Our proclamation that Monday, the eighth day of June is hereby fixed for the celebration in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-two of Our said birthday.

OF ALL WHICH OUR Loving Subjects and all others whom these Presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well-beloved Counsellor the Right Honourable Sir Lyman Poore Duff, a Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michel and Saint George, Chief Justice of Canada and Deputy of Our Dear Uncle, Our Right Trusty and Right Well-beloved Cousin and Counsellor, Alexander Augustus Frederick George, Earl of Athlone, Knight of Our Most Noble Order of the Garter, a Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand Cross of Our Most Honourable Order of the Bath, Grand Master of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Knight Grand Cross of Our Royal Victorian Order, Companion of Our Distinguished Service Order, Colonel in Our Army (retired), having the honorary rank of Major-General, one of Our Personal Aides-de-Camp, Governor General and Commander-in-Chief of Our Dominion of Canada.

EN NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, en Notre cité d'Ottawa, ce trentième jour de mars en l'an de grâce mil neuf cent quarante-deux, le sixième de Notre Règne.

Par ordre,

E.-H. COLEMAN,

949-o Sous-secrétaire d'État.

Canada,
Province de
Québec.
[G.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'elles pourront concerner,—SALUT.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } ATTENDU que l'honorable Ministre des
Assistant-procureur } terres et forêts, de la
général. } chasse et de la pêche de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre, (Statuts refondus de Québec 1941, article 2, chapitre 320), un plan d'une partie du canton de Guillet, comprenant le Bloc 28, dans la division d'enregistrement de Témiscamingue;

ATTENDU qu'un livre de renvoi relatif à ce plan a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que tels plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des archives du bureau du Ministre des terres et forêts, de la chasse et de la pêche;

ATTENDU que, conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Témiscamingue, le vingt-quatrième jour du mois de mars mil neuf cent quarante-deux;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 1er avril 1942 et portant le numéro 789,

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'ils appartiennent, lequel est mentionné ci-dessus, et,

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement à cette partie du canton de Guillet, comprenant le Bloc 28, dans la division d'enregistrement de Témiscamingue, lequel est désigné ci-dessus, et,

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

AT OUR GOVERNMENT HOUSE, in Our City of Ottawa, this thirtieth day of March, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-two and in the Sixth year of Our Reign.

By Command,

E. H. COLEMAN,

949-o Under Secretary of State.

Canada,
Province of
Quebec.
[G.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETINGS.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } WHEREAS the Honourable Minister of Lands
Deputy Attorney } and Forests, Game and Fish-
General. } eries of Our Province of Quebec has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, article 2, chapter 320), a plan of a part of the Township Guillet, comprising Block 28, in the Registration Division of Témiscamingue;

WHEREAS a book of reference respecting the said plan above mentioned has also been prepared, pursuant to the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said official plan and book of reference made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Minister of Lands and Forests, Game and Fisheries;

WHEREAS, pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, an exact copy of the said official plan and book of reference was filed in the office of the Registration Division of Témiscamingue, on the twenty-fourth day of the month of March, one thousand nine hundred and forty-two;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree dated the 1st April, 1942, bearing No. 789,

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs, which is mentioned above, and,

We fix the date of the publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force, respecting that part of the township Guillet, comprising Block 28, in the Registration Division of Témiscamingue, above designated, and,

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and to renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above designated, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and upon observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingtième jour d'avril en l'année mil neuf cent quarante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la sixième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

994-o

Canada,
Province de
Québec.
[G.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } ATTENDU que le Secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins de la Loi des Paroisses et des Fabriques, (S.R.Q. 1941, chapitre 308), dans et pour le diocèse catholique romain de Saint-Germain de Rimouski, a transmis sous l'autorité de ladite loi, au Lieutenant-gouverneur de Notre dite province le décret de l'autorité ecclésiastique dudit diocèse, en date du 7 octobre 1941, érigeant un certain territoire en paroisse civile distincte sous le nom de la paroisse de Saint-Yves, dans le comté de Rimouski;

ATTENDU que le Secrétaire desdits commissaires a, de plus, transmis un certificat attestant qu'après la publication de ce décret et des avis requis, conformément aux dispositions de ladite loi, il n'a été déposé à son bureau, dans le délai accordé par cette loi, aucune opposition à la reconnaissance dudit décret canonique pour les fins civiles;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 8 avril 1942, et conformément aux dispositions de la Loi des Paroisses et Fabriques, S.R.Q. 1941, ch. 308, Nous avons ordonné et déclaré et par les présentes ordonnons et déclarons que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans la seigneurie de Rimouski, comprenant, en référence au cadastre officiel pour la paroisse de St-Germain-de-Rimouski, les lots nos 85 à 195 inclusivement du premier rang, les lots nos 402, 404, 406, 408, 410, 412, 414 et 415 du deuxième rang, les parties nord-ouest des lots nos 409, 417, 420, 421 et 422 du deuxième rang comprises entre le fronteau du deuxième rang au nord et un rocher escarpé au sud, et en référence au cadastre officiel de la paroisse de St-Anaclet-de-Lessart, la partie

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twentieth day of April, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-two and the Sixth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,

Under Secretary of the Province.

994

Canada,
Province of
Quebec.
[G.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETINGS.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } WHEREAS the Secretary Deputy Attorney } of the Commissioners General, duly appointed for the purposes of the Parish and Fabrique Act, (R.S.Q., 1941, Chapter 308), in and for the Roman Catholic Diocese of St-Germain-de-Rimouski, has, under the authority of the said Act, transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province, the decree of the ecclesiastical authority of the said diocese, dated the 7th October, 1941, erecting a certain territory into a civil, separate parish, under the name of the Parish of Saint-Yves, in the County of Rimouski;

WHEREAS the Secretary of the said Commissioners has, moreover, transmitted a certificate attesting that after the publication of the said decree and the required notices, in conformity with the provisions of the said Act, no opposition to the civil recognition of the said canonical decree has been filed in his office within the delay granted by the said Act;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in an order dated the 8th April, 1942, and in conformity with the provisions of the Parish and Fabrique Act, R.S.Q., 1941, Ch. 308, We have ordered and declared and do hereby order and declare that the following territory, namely:

A territory situate in the Seigniorship of Rimouski, comprising, with reference to the official cadastre for the parish of St-Germain-de-Rimouski, lots Nos. 85 to 195 inclusively of the First Range, lots Nos. 402, 404, 406, 408, 410, 412, 414 and 415 of the Second Range, the North-West parts of lots Nos. 409, 417, 420, 421 and 422 of the Second Range comprised between the "fronteau" of the Second Range on the North and a steep rock on the South, and with reference to the official cadastre of the parish of St-Anaclet-

du lot no 108 du deuxième rang comprise entre le fronteau du deuxième rang au nord et un rocher escarpé au sud, les limites du dit territoire se décrivant comme suit, à savoir: Partant du point d'intersection de la rive du fleuve St-Laurent avec la ligne séparative des lots nos 84 et 85 du cadastre officiel de la paroisse de St-Germain-de-Rimouski; de là, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: en référence au cadastre officiel pour la paroisse de St-Germain-de-Rimouski, la ligne séparative des lots nos 84 et 85, une ligne brisée limitant au sud-est les lots nos 85, 86, 87, 88, 90 et 91, la ligne nord-est du lot no 95; en référence au cadastre officiel pour la paroisse de St-Anaclet-de-Lessart, de la ligne nord-est du lot no 108, le prolongement à travers le lot no 108 de la ligne limitant au sud-est les lots nos 412, 414 et 415 du cadastre officiel de la paroisse de St-Germain-de-Rimouski; en référence au dit cadastre officiel de la paroisse de St-Germain-de-Rimouski, la dite ligne limitant au sud-est les lots nos 412, 414 et 415, son prolongement vers le nord-est à travers les lots nos 417, 420, 421, 422, et son prolongement vers le sud-ouest à travers le lot no 409, la ligne limitant au sud-est les lots nos 408, 406, 404 et 402, la ligne sud-ouest du lot no 402, une ligne brisée limitant au sud-est les lots nos 184, 185, 186, 188 et 189; de là, suivant la ligne nord-est, la ligne sud-est et la ligne sud-ouest du lot no 191, les lignes sud-ouest des lots nos 195 et 194 et la rive du fleuve St-Laurent en allant vers le nord-est jusqu'au point de départ; lequel territoire, dont la partie du lot no 108 du cadastre officiel de la paroisse de St-Anaclet-de-Lessart provient de la paroisse de St-Anaclet-de-Lessart et dont la balance provient de la paroisse de St-Germain-de-Rimouski, soit érigé pour les fins civiles, avec ensemble les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites et les îles, îlets, batures ou parties d'icelles situées dans le fleuve St-Laurent vis-à-vis du dit territoire, exception faite pour la partie de l'île St-Barnabé qui s'y trouve, en paroisse civile distincte sous le nom de la paroisse de Saint-Yves, comté de Rimouski, à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette Officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-huitième jour d'avril en l'année mil neuf cent quarante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la sixième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,

995-0

JEAN BRUCHESI. 995

de-Lessart, the part of lot No. 108 of the Second Range comprised between the "fronteau" of the Second Range on the North and a steep rock on the South, the limits of the said territory being described as follows, to wit: Starting from the point of intersection of the shore of the St. Lawrence River with the division line of lots Nos. 84 and 85 of the official cadastre of the parish of St-Germain-de-Rimouski; thence, passing successively by the following lines and limitations: with reference to the official cadastre for the parish of St-Germain-de-Rimouski; the division line of lots Nos. 84 and 85, a broken line limiting, on the South-East, lots Nos. 85, 86, 87, 88, 90 and 91, the North-East line of lot No. 95; with reference to the official cadastre for the parish of St-Anaclet-de-Lessart, the North-East line of lot No. 108, the prolongation across lot No. 108 of the line limiting, on the South-East, lots Nos. 412, 414 and 415 of the official cadastre of the parish of St-Germain-de-Rimouski; with reference to the said official cadastre of the parish of St-Germain-de-Rimouski, the said line limiting, on the South-East, lots Nos. 412, 414 and 415, its prolongation North-Eastward across lots Nos. 417, 420, 421, 422, and its prolongation South-Westward across lot No. 409, the line limiting, on the South-East, lots Nos. 408, 406, 404 and 402, the South-West line of lot No. 402, a broken line limiting, on the South-East, lots Nos. 184, 185, 186, 188 and 189; thence, following the North-East line, the South-East line and the South-West line of lot No. 191, the South-West lines of lots Nos. 195 and 194 and the shore of the St. Lawrence River running North-Eastward to the starting point; the said territory, whereof the part of lot No. 108 of the official cadastre of the parish of St-Anaclet-de-Lessart is derived from the parish of St-Anaclet-de-Lessart and the residue from the parish of St-Germain-de-Rimouski, be erected, for civil purposes, together with the roads, streets, lanes, railway rights of way, rivers, watercourses or parts thereof, comprised within the above described limits and the islands, islets, beaches or parts thereof situate in the St. Lawrence River facing the said territory, exception made for that part of the Island of St-Barnabé there situate, into a civil separate parish under the name of the parish of Saint-Yves, County of Rimouski, on and from the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this eighteenth day of April, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-two, and the Sixth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,

Under Secretary of the Province.

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 984

Number 984

Québec, le 24 avril 1942.

Quebec, April 24, 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant un amendement aux règlements pris en exécution de la Loi des édifices publics.

Concerning an amendment to the regulations under the Law respecting Public Buildings.

Attendu que le décret relatif au service sélectif rend de plus en plus difficile l'engagement de main-d'œuvre dans les industries réservées aux termes dudit décret;

Whereas the decree relating to selective service makes more difficult the employment of labourers in reserved industries, according to the said decree;

Attendu que cette difficulté d'engagement de main-d'œuvre se manifeste de plus en plus pour les propriétaires d'édifices publics;

Whereas such difficulty has also been encountered by public building owners;

Attendu que les règlements actuels en exécution de la Loi des édifices publics fixant à dix-huit (18) ans le minimum d'âge d'un opérateur d'ascenseur dans un édifice public, alors que ce minimum pourrait être réduit à seize (16) ans sans nuire à la sécurité du public ou de l'opérateur;

Whereas the present regulations under the Law respecting Public Buildings set at eighteen (18) years old the minimum age for an elevator operator in public buildings, when such minimum might be reduced to sixteen (16) without endangering the security of the public or of the operator;

Il est ordonné en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que les règlements pris en exécution de la Loi des édifices publics, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 170) et sanctionnés par l'arrêté numéro 535, du 5 mai 1914, et amendés subséquemment par les arrêtés numéros 1896, du 16 septembre 1938, 2760, du 23 décembre 1938, et 356, du 25 février 1939, soient de nouveau amendés de la façon suivante:

It is ordered consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the regulations under the Law respecting Public Buildings (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 170) and assented to by Order number 535, of May 5, 1914, and subsequently amended by Orders number 1896, of September 16, 1938, 2760, of December 23, 1938, and 356, of February 25, 1939, be again amended in the following manner:

L'article 16 desdits règlements est radié et remplacé par le suivant:

Section 16 of the said regulations is stricken off and replaced by the following:

"16.—Tout employé chargé de conduire un ascenseur doit être âgé de seize ans, au moins."

"16.—No person under sixteen years of age can be placed in charge of an elevator."

WM. LEARMONTH,

WM. LEARMONTH,

984-o Assistant-greffier du Conseil Exécutif.

984-o Deputy-Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

N° 1009

Number 1009

Québec, le 28 avril 1942.

Quebec, April 28, 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Concernant certaines modifications au décret relatif aux commis et comptables dans les villes de Kénogami, Jonquière, Arvida et St-Joseph d'Alma et un rayon de deux milles de leurs limites.

Concerning some modifications to the decree relating to clerks and accountants in the towns of Kenogami, Jonquière, Arvida and St-Joseph d'Alma and a radius of two miles from their limits.

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au ministre du Travail par le Comité paritaire de l'industrie et du commerce de la région du Lac St-Jean, à l'effet d'apporter des modifications au décret numéro 871, du 26 mai 1939 et amendements, relatif aux commis et comptables dans les villes de Kénogami, Jonquière, Arvida et St-Joseph d'Alma et un rayon de deux (2) milles de leurs limites;

Whereas, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), a request has been presented to the Minister of Labour by the Joint Committee of the Industry and Commerce of the Lake St. John District, to modify decree number 871, of May 26, 1939, and amendments, relating to clerks and accountants in the towns of Kenogami, Jonquière, Arvida and St-Joseph d'Alma and a radius of two (2) miles from their limits;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 31 janvier 1942 de la *Gazette officielle de Québec*,

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of January 31, 1942;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

Whereas no objection to the said request has been set forth;

Attendu que le présent amendement est conforme aux prescriptions de l'arrêté en conseil

Whereas the present amendment complies with the provisions of Federal Order-in-Council

fédéral C.P. 8253, amendé par C.P. 9514, et qu'à la suite d'une décision du Conseil National du Travail en temps de guerre, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut l'incorporer dans les décrets en exécution de la Loi de la convention collective;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ledit décret numéro 871 soit modifié de la façon suivante:

L'article XII-A suivant est ajouté:

"XII-A.—*Indemnité de vie chère*:—1.—Tous les employeurs assujettis au présent décret doivent payer à leurs salariés autres que ceux d'un rang plus élevé que celui de contremaître, ou quelque rang comparable, une indemnité de vie chère du temps de guerre, basée sur le relèvement du chiffre indice du coût de la vie de janvier 1942 au-dessus du chiffre indice du 1er octobre 1941, cet indice étant calculé pour tout le Dominion par le Bureau fédéral de la Statistique;

2.—La hausse ou la baisse de l'indice sera déterminée en points, à un-dixième de point près, après que l'indice pour le mois d'août 1939 aura été porté à 100;

3.—L'indemnité de vie chère doit être versée pour chaque période de paie, lors de la remise du salaire pour cette période, ainsi qu'il suit:

a) Pour chaque augmentation d'un point dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité est de:

i.—\$0.25 par semaine, pour tout salarié adulte du sexe masculin et pour tous les autres salariés travaillant à des salaires de base de \$25.00 ou plus par semaine, et

ii.—Un pour cent (1%) de leur salaire hebdomadaire de base, pour tous les salariés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans, et pour toutes les salariées travaillant à des salaires de base de moins de \$25.00 par semaine.

b) Le chiffre de l'indemnité doit être fixé de nouveau tous les trois mois (le nouveau chiffre entrant en vigueur la première période de paie commençant le ou après le 15^{ième} jour des mois de février, mai, août et novembre respectivement), en fonction des variations du coût de la vie établies en comparant l'indice du mois précédent immédiatement (c'est-à-dire janvier, avril, juillet et octobre), à celui qui a servi de base à la dernière modification de ladite indemnité. Le montant de l'indemnité ne doit pas être modifié, à moins que le coût de la vie n'ait varié de tout un point ou davantage.

4.—L'indemnité ne doit être versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires, et le salaire de base est celui en vigueur le 15 novembre 1941. Lorsque, pour une période de travail donnée, un salarié travaille moins que le nombre d'heures normal, on doit lui verser une partie de l'indemnité de plein temps, dans la proportion du nombre d'heures pendant lesquelles il a travaillé au salaire de base, par rapport au nombre d'heures normal pour cette période."

WM. LEARMONTH,

983-o Asst.-Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1010

Québec, le 28 avril 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

P.C. 8253, as amended by P.C. 9514, and, according to a decision of the National War Labour Board, the Lieutenant-Governor in Council may incorporate same in the decrees under the Collective Agreement Act;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree, number 871, be modified in the following manner:

The following section XII-A is added:

"XII-A.—*The cost of living bonus*:—1.—All employers subject to the present decree shall pay to their employees, other than those occupying positions above the rank of foreman or comparable ranks, a wartime cost of living bonus based on the rise in the cost of living index of January 1942, over that of October 1st, 1941, such index being prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics;

2.—The rise or fall in the index shall be measured in points, to the nearest one tenth of one point, after the index has been adjusted to the base of 100 for August, 1939;

3.—The cost of living bonus shall be payable for each payroll period at the same time as wages are paid for such period, as follows:

a) For each rise of one point in the index, the amount of the bonus or the increase in the amount of the bonus, as the case may be, and for each fall of one point in the index, the decrease in the amount of the bonus shall be:

i.—\$0.25 per week for all adult male employees, and for all other employees employed at basic wage rates of \$25.00 or more per week, and

ii.—One per cent of their basic weekly wage rates for male employees under twenty-one years of age and female workers employed at basic wage rates of less than \$25.00 per week;

b) The amount of the bonus shall be redetermined every three months (viz. effective for the first payroll period beginning on or after the fifteenth day of the months of February, May, August and November, respectively) on the basis of the change in the cost of living shown by the index number for the immediately preceding month (viz. January, April, July and October) as compared with the index number on which the previous change in the amount of the bonus was based. The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living has changed one whole point or more;

4.—The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime, and the basic wage rate shall be that paid on November 15th, 1941. For any pay period during which an employee is employed and paid for less than the normal full time hours of work at basic wage rates he shall be paid that proportion of his full time bonus which the number of hours he actually worked at basic wage rates is of the normal full time hours of work in that period."

WM. LEARMONTH,

983-o Deputy-Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1010

Quebec, April 28, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant une nouvelle prolongation de la durée du décret relatif à l'industrie de la peinture dans la province de Québec.

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que le décret numéro 521, du 5 février 1940, et ses amendements, relatif à l'industrie de la peinture dans la province de Québec, soit de nouveau prolongé pour une période de trois (3) mois, à compter du premier mai 1942.

985-o WM. LEARMONTH,
Asst.-Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1011

Québec, le 28 avril 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant la prolongation de la durée du décret relatif aux travailleurs du port de Montréal — navigation intérieure et côtière.

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que le décret numéro 805, du 8 mai 1939, et amendements, relatif aux travailleurs du port de Montréal, navigation intérieure et côtière, soit de nouveau prolongé jusqu'au 31 mai 1942.

986-o WM. LEARMONTH,
Asst.-Greffier du Conseil Exécutif.

Concerning a new extension of the duration of the decree relating to the paint industry in the province of Quebec.

It is ordered, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that decree number 521, of February 5, 1940, and its amendments, relating to the paint industry in the province of Quebec, be again extended for a period of three (3) months, from May 1st, 1942.

985-o WM. LEARMONTH,
Deputy-Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1011

Quebec, April 28, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning the extension of the duration of the decree relating to Montreal Harbour Workers — inland and coastal navigation.

It is ordered, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that decree number 805, of May 8, 1939, and amendments, relating to Montreal Harbour workers, inland and coastal navigation, be again extended until May 31, 1942.

986-o WM. LEARMONTH,
Deputy-Clerk of the Executive Council.

Commission de l'Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE
LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° D-1-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 28 avril 1942, tenue à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Emile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Germain Feaulieu, conseiller juridique et Oscar Boisvert, inspecteur général des produits laitiers.

Vu les pouvoirs que lui confère l'article 13 de la Loi des produits laitiers de la province de Québec, la Commission de l'Industrie laitière décrète ce qui suit:

1. La présente ordonnance s'applique aux distributeurs de produits laitiers (jobbers) de la région de Montréal telle que délimitée par l'ordonnance 1-H-40 et de la région de Québec telle que délimitée par l'ordonnance 2-H-40a.

2. Pour l'interprétation de la présente ordonnance, à moins que le contexte ne comporte un sens différent:

1° Le mot "commission" signifie la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec;

2° Le mot "distributeur" signifie distributeur de produits laitiers;

3° Le mot "inspecteur" signifie l'inspecteur général des produits laitiers;

4° Le mot "loi" signifie la Loi des produits laitiers de la province de Québec;

Dairy Industry Commission

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. D-1-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, April 28th, 1942, held in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Dr. Emile Nadeau, president, Messrs. Jules Côté and Gilbert MacMillan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Germain Beaulieu, legal adviser and Oscar Boisvert, Inspector-General of Dairy products.

In accordance with the powers granted to the Dairy Industry Commission by article 13 of the Quebec Dairy Products' Act;

It is enacted as follows:

1. The present order applies to all distributors of Dairy Products (jobbers) of the region of Montreal as defined by order 1-H-40 and of the region of Quebec as defined by order 2-H-40a.

2. For the interpretation of this order, unless the context conveys a different meaning:

1° The word "Commission" means the Quebec Dairy Industry Commission of the Province of Quebec;

2° The word "distributor" means distributor of dairy products;

3° The word "inspector" means the Inspector general of Dairy products;

4° The word "law" means the Dairy products Act of the Province of Quebec;

5° Le mot "ordonnance" signifie toute ordonnance de la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec;

6° Le mot "pourvoyeur" signifie le marchand de lait chez qui s'approvisionne le distributeur de produits laitiers;

7° Le mot "secrétaire" signifie le secrétaire de la Commission de l'Industrie laitière;

8° Le mot "surveillant" signifie toute personne chargée par l'inspecteur général ou par la Commission de l'Industrie laitière de surveiller l'application de la présente ordonnance.

3. Tout distributeur dans lesdites régions de Montréal et de Québec est tenu de se munir d'un permis. Ce permis lui est octroyé gratuitement, à Montréal, par le secrétaire, aux bureaux de la Commission, au dixième étage de l'Edifice Thémis, 10 ouest rue St-Jacques, et, à Québec, aux bureaux de l'inspecteur, dans l'Edifice de l'Agriculture, angle des rues Ste-Julie et Conroy.

Quelle que soit la date de son émission, le permis n'est valable que jusqu'au 31 mai et doit être renouvelé le ou avant le 1er juin de chaque année.

4. Le permis de distributeur est personnel et conséquemment ne peut, sans le consentement de la Commission, se transférer d'aucune manière et pour aucune cause.

5. Le distributeur doit garder ce permis en sa possession, de façon à le montrer à tout surveillant qui lui en fera la demande. Toutefois, il peut le passer à son employé s'il ne fait pas lui-même la livraison du lait. S'il possède plus d'une voiture pour sa livraison de lait, il est tenu de se faire donner par le secrétaire de la Commission un double du permis pour chaque voiture supplémentaire qu'il a sur la route.

6. Quiconque demande un permis de distributeur est tenu de répondre aux questions qui lui sont posées ainsi qu'aux renseignements qui lui sont demandés concernant le commerce qu'il désire entreprendre; il doit signer une formule spécialement préparée à cet effet. Une copie lui en sera fournie s'il le désire.

7. Tout distributeur doit déclarer le nom de son ou de ses pourvoyeurs et il ne peut changer ou en prendre de nouveaux sans le consentement de la Commission. Il en est ainsi pour les marchands de lait qui conséquemment ne peuvent changer de distributeur ou en prendre de nouveaux sans le consentement de la Commission, à moins que ce ne soit pour remplacer un distributeur qui les a quittés ou dont le permis a été révoqué.

8. La Commission peut en tout temps révoquer le permis pour toute infraction à la loi ou aux ordonnances.

9. Nul marchand de lait ne peut se constituer le pourvoyeur d'un distributeur qui n'a pas de permis ou dont le permis a été révoqué.

10. Le secrétaire est tenu d'envoyer aux marchands de lait de l'une ou de l'autre région, selon le cas, les noms et adresses des distributeurs dont le permis a été révoqué.

11. Quiconque fait la distribution du lait ou de produits laitiers, pour son compte ou pour le compte d'un distributeur de lait ou d'un marchand de lait, est tenu d'avoir avec lui un livre de route dans lequel doivent apparaître, chaque jour, le nom et l'adresse de chaque client, la liste des produits vendus ainsi que la quantité et le prix de chaque produit; il doit aussi indiquer si la vente a été faite comptant ou à crédit.

5° The word "order" means all orders of the Quebec Dairy Industry Commission;

6° The word "supplier" means the milk dealer from whom the distributor obtains his milk supply;

7° The word "secretary" means the secretary of the Quebec Dairy Industry Commission;

8° The word "supervisor" means any person appointed by the Inspector general or by the Quebec Dairy Industry Commission to supervise the application of the present order.

3. Any distributor in the said regions of Montreal and Quebec must obtain a permit to this effect. This permit is given free of charge, at Montreal, by the secretary, at the offices of the Quebec Dairy Industry Commission, tenth floor, Themis Building, 10 St. James St. West, and for Quebec, at the offices of the Inspector general, in the Department of Agriculture Building, Corner of Ste Julie and Conroy streets.

Whatever the date of its issue, the permit is valid only up to the first of May and must be renewed on or before the first of June of each year.

4. The permit of distributor of Dairy Products is personal and consequently cannot be, without the consent of the Quebec Dairy Industry Commission, transferred in any way or for any reason.

5. The distributor must carry this permit in order to be able to show it to any inspector who may so request. However, if he does not himself deliver his milk, he may pass on this permit to his employee. If he owns more than one vehicle for the delivery of milk, he must obtain from the Secretary of the Commission a copy of this permit for each additional vehicle at his disposal.

6. Any person requesting a distributor's permit is obliged to answer the questions that will be asked and the information that will be requested concerning the business he wishes to enter into. He must also sign a form specially prepared to this effect. A copy of this form will be given to him if he so desires.

7. Any distributor must declare the name of his supplier or suppliers and he cannot change or take a new one without the consent of the Quebec Dairy Industry Commission. The same applies to the milk dealer who consequently cannot change distributors or take new ones without the consent of the Quebec Dairy Industry Commission, unless for replacing a distributor who has left them or whose permit has been revoked.

8. The Commission may at any time revoke this permit for any infraction to the law or orders.

9. A milk dealer cannot become the supplier to a distributor who has no permit or whose permit has been revoked.

10. The secretary is obliged to send to the milk dealers of one or the other region, as the case may be, the names and addresses of the distributors whose permits have been revoked.

11. Any person who makes the delivery of milk or of dairy products for himself or a milk distributor or a milk dealer must carry a delivery book in which he must daily enter the name and address of each client, the list of products sold as well as the quantity and the price of each product; he must also mention whether the sale was paid cash or credited.

12. Tout inspecteur a le droit, en tout temps et en tout lieu, de se faire montrer le livre de route, d'en prendre connaissance, d'en prendre des notes ou des copies, d'accompagner sur la route quiconque a la charge d'une voiture ou fait la distribution du lait, et de prendre place dans cette voiture s'il le juge à propos.

13. Le refus pour un distributeur ou un marchand de lait qui fait lui-même sa livraison, ou pour toute autre personne qui le remplace ou qui a la charge d'une de ses voitures, de se conformer aux dispositions de la présente ordonnance, constitue une infraction et donne droit à la Commission de révoquer le permis ou le duplicata du permis selon le cas, sans pour cela enlever à la Commission le droit de poursuivre pour infraction à la loi et aux ordonnances.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° D-1-41, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 19 avril 1941, et entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR. EMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE
Le secrétaire, Commission de l'Industrie
laitière.
Québec, le 30 avril, 1942. 982-0

12. Any inspector may, at any time and place, request that he be shown the delivery book; he may take cognizance of it, may take note or make copies of it, and may accompany on his milk route any person driving a vehicle or making the delivery of milk and may take place in this vehicle if he deems it necessary.

13. The refusal of a milk distributor or a milk dealer who himself delivers his milk, or for any other person replacing him or driving one of his vehicles, to conform himself to the provisions of the present order constitutes an infringement and allows the Commission to revoke the permit or its duplicate as the case may be, without however taking from the Commission the right to sue for infringement of this act and the orders.

The present order cancels Order No. D-1-41 published in the *Quebec Official Gazette* dated April 19th, 1941, and comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. DR. EMILE NADEAU, president
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, April 30, 1942. 982-0

Commission du salaire minimum

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance, dont le texte suit, renouvelant l'ordonnance numéro 16 de la Commission du salaire minimum, relative à l'exportation de beurre et de fromage, a été approuvée par l'arrêté-en-conseil numéro 1000, du 28 avril 1942.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 16.

Exportation de beurre et de fromage.

Renouvellement.

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q. 1941, ch. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ainsi qu'il suit:

1. *Prolongation de l'ordonnance N° 16*: L'ordonnance N° 16 de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, concernant l'exportation du beurre et du fromage, datée du 14 octobre 1938, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 17 novembre 1938 par arrêté en conseil portant le numéro 2362, et postérieurement amendée et renouvelée, est maintenue en vigueur jusqu'au 15 mai 1943.

2. *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle*.

Minimum Wage Commission

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following Ordinance, renewing Ordinance number 16 of the Minimum Wage Commission, relating to butter and cheese wholesalers and exporters, has been approved by Order-in-Council number 1000, of April 28, 1942.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 16

Butter and Cheese Wholesalers and Exporters

Ordinance of Renewal.

The Minimum Wage Commission, pursuant to Minimum Wage Act (R.S.Q. 1941, ch. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1. *Prolongation of Ordinance No. 16*: Ordinance No. 16 of the Fair Wage Board, now Ordinance of the Minimum Wage Commission, concerning Butter and Cheese Wholesalers and Exporters, dated October 14, 1938, approved by the Lieutenant-Governor in Council on November 17, 1938, by Order-in-Council No. 2362, and amended and renewed from time to time, is maintained in force until May 15, 1943.

2. *Coming into Force*: The present Ordinance of Renewal shall come into force on the day of its publication in the *Official Gazette*.

Fait et passé à Québec, ce seizième jour d'avril,
mil neuf cent quarante-deux.

[Sceau]

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,
Le vice-président, " GUS. FRANCO,
Les commissaires, " J. A. BOUTHILLETTE,
" H. LOUDIN.

Copie conforme,

Le secrétaire,
J.-A.-V. AUGER.

981-o

Passed and dated at Quebec this sixteenth day
of the month of April in the year one thousand
nine hundred and forty-two.

[Seal]

(Signed): FERDINAND ROY, President,
" GUSTAVE FRANCO, Vice-President,
" J. A. BOUTHILLETTE, Members.
" H. LOUDIN.

True copy,

J. A. V. AUGER,
Secretary.

981-o

Ministère du Travail

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le comité paritaire des services municipaux de l'extérieur de la cité de Québec lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 2677, du 12 juillet 1940, modifié par les arrêtés numéros 3325 et 1342 des 11 septembre 1940 et 29 mai 1941:

1. Que les mots "mécaniciens" (métier de la construction), et "journalier" apparaissant au groupe numéro 1 de l'article II soient radiés.

2. Que le mot "journaliers" (construction) mentionnés dans le groupe numéro 2 soit radié.

3. Que la rémunération horaire de \$1.00, pour chauffeurs avec camions loués mentionnée dans le groupe numéro 2, soit portée à \$1.25.

4. Que les mots "électriciens, plombiers, ferblantiers, mécaniciens de machines fixes" soient radiés du groupe numéro 3.

5. Que les mots "Forgeron-chaudronnier... \$0.60" soient ajoutés au groupe 3.

6. Que le groupe numéro 4 soit radié. (Métiers de la construction).

7. Que les mots "mécaniciens de machines fixes, opérateurs de malaxeurs, opérateurs de compresseurs, plombiers" soient radiés du groupe numéro 5.

8. Que les mots suivants soient ajoutés après les mots "Chauffeurs de camions" apparaissant dans le groupe numéro 5:

"Les trois catégories suivantes recevront les salaires indiqués ci-après, avec augmentation annuelle de \$100., jusqu'à concurrence de leur maximum:

Opérateurs-adjoints de l'aqueduc.....	\$1,000. à \$1,300.
Gardiens de l'Aqueduc.....	1,000. à 1,300.
Opérateurs de l'Aqueduc.....	1,200. à 1,600."

9. Que la section A du groupe 6 soit radié. (métiers de la construction).

10. Que les rémunérations de "\$0.50" pour les chauffeurs sur grattes et couteaux, et de "\$0.45" pour les préposés aux billets soient portées respectivement à \$0.55 et à \$0.50. (Des taux apparaissent dans la section B du groupe 6.)

11. Que le groupe numéro 7 (métiers de la construction) soit radié.

12. Que le paragraphe suivant soit ajouté au groupe 8:

"Les employés supplémentaires au service de l'enlèvement des vidanges seront payés de la manière suivante:

Department of Labour

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Joint Committee of the External Municipal Services of the City of Quebec has presented to him a request to modify, in the following manner, decree number 2677, of July 12, 1940, modified by Orders numbers 3325 and 1342, of September 11, 1940, and May 29, 1941:

1. That the words "mechanic" (building trade) and "labourers" mentioned in group 1 of section II be stricken off.

2. That the word "labourers" (construction) mentioned in group 2 be stricken off.

3. That the hourly remuneration of \$1.00 for drivers on rented trucks in group 2, be replaced by that of \$1.25.

4. That the words "electricians, plumbers, tin-smiths, stationary enginemen" be stricken off from group 3.

5. That the words "Blacksmith, boiler maker... \$0.60" be added to group 3.

6. That group 4 be stricken off (Building trades)

7. That the words "stationary enginemen, enginemen - mixers, enginemen - compressors, plumbers" be stricken off from group 5.

8. That the following words be added after the words "Truck drivers" mentioned in group 5:

"The following three categories shall receive the salaries indicated hereinafter with an annual increase of \$100., up to their maximum:

Ass't operators of the Aqueduct.....	\$1,000. to \$1,300.
Aqueduct watchman.....	1,000. to 1,300.
Aqueduct operators.....	1,200. to 1,600."

9. That section A of group 6 be stricken off (Building trades).

10. That the remunerations of "\$0.50" for snow-plough and scraper drivers, and of "\$0.45" for ticket distributors shall be increased to \$0.55 and \$0.50, respectively. (Such rates are contained in section B of group 6.)

11. That group 7 (building trades) be stricken off.

12. That the following subsection be added to group 8:

"Extra employees of the rubbish department shall be paid as follows:

a) Taux régulier des vidangeurs, \$22. par semaine, pour travail requis, s'ils sont engagés pour une semaine complète;

b) s'ils sont engagés pour une fraction de semaine, ils seront payés au taux horaire des journaliers, \$0.45, et ils auront droit au salaire supplémentaire pour toute heure supplémentaire de travail qu'ils seront appelés à fournir".

13. Que le terme "journaliers" (Construction) soit radié du groupe 11.

14. Que le terme "journaliers" (Construction) soit radié du groupe 13.

15. Que les paragraphes suivants soient ajoutés à la suite de la catégorie "Garde-magasins" apparaissant dans le groupe 13:

"Dans tous les départements, sauf pour les emplois expressément indiqués ci-dessus, la Cité paiera les taux de l'échelle du contrat collectif de la construction du district de Québec.

Compétence: Le certificat de qualification est obligatoire pour les hommes de métiers."

16. Que les mots "sauf les exceptions prévues aux articles IV et V" soient ajoutés à la suite des paragraphes "a", "c" et "d" de l'article III.

17. Que les paragraphes "f" et "g" suivants soient ajoutés à la suite du paragraphe "e" de l'article IV:

"f. Les dimanches et les fêtes religieuses d'obligation, les premières seize (16) heures seront payés à raison de salaire et demi, et les heures subséquentes à raison de salaire double.

g. S'il y a interruption du travail pendant au moins quatre heures, la reprise du travail sera considérée comme le commencement d'une nouvelle journée de travail.

18. Que les mots suivants soient ajoutés à la suite de l'article V et que les mots "temps régulier" y soient radiés:

"salaire simple, y compris de minuit à quatre (4) heures a.m., les dimanches et les fêtes religieuses d'obligation".

19. Que les mots suivants soient ajoutés à la fin de l'article VI:

"Si des employés sont appelés à travailler ces jours là, ils seront payés, pour le travail effectué, à raison de salaire double; il est entendu qu'ils ne retireront pas l'allocation de congé payé en sus du salaire double pour les heures durant lesquelles ils auront travaillé."

20. Que l'article VII soit remplacé par le suivant:

"VII. *Maladie*: En cas de maladie, les employés réguliers des services extérieurs ayant au moins cinq années consécutives de travail pour le compte de la Cité recevront plein salaire durant un mois, sur production d'un certificat médical, après approbation du Comité Administratif, pourvu qu'ils aient travaillé, en moyenne, au moins vingt-six (26) semaines par année, durant ces cinq années."

21. Que l'ancien article VII devienne l'article VIII.

22. Que l'ancien article VIII devienne l'article IX et que les chiffres "1942" soient remplacés par les chiffres "1943".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 25 avril, 1942.

948-o

a) Regular rates of rubbish men, \$22.00 per week, for work required, if employed a whole week;

b) if employed for a fraction of week, they shall be paid the hourly rate of labourers, \$0.45, and shall be entitled to overtime remuneration for any overtime hours which they may be required to work."

13. That the term "labourers" (Construction) be stricken off from group 11.

14. That the term "labourers" (Construction) be stricken off from group 13.

15. That the following subsections be added to the category of "store-keepers" mentioned in group 13:

"In all departments, with the exception of employments expressly indicated hereinabove, the City shall pay the rates of the building trade collective agreement for Quebec District.

Competency: The certificate of competency is obligatory for all trade men."

16. That the words "with the exception of cases stipulated in sections IV and V" be added to subsections "a", "c" and "d" of section III.

17. That the following subsections "f" and "g" be added to subsection "e" of section IV:

"f. On Sundays and holidays, the first sixteen (16) hours shall be paid at the rate of time and one half, and subsequent hours at the rate of double time.

g. In the case of an interruption of the work for less than four hours, the resumption of the work shall be considered as the beginning of a new working day."

18. That the following words be added to section V: "including work performed between midnight and 4.00 a.m. on Sundays and holidays."

19. That the following words be added to section VI:

"Should employees be required to work on these days, they shall be paid double time for work performed; it is understood that they shall not receive the allocation for paid holiday in excess of the double time for the hours during which they have worked.

20. That section VII be replaced by the following:

"VII. *Sickness*: In case of sickness, the regular employees of exterior services having been employed at least five consecutive years by the City shall receive full wages during one month, upon presentation of a doctor's certificate, after approval of the Administrative Committee, provided they had worked an average of twenty-six (26) weeks per year, during these five years."

21. That the former section VII become section VIII.

22. That the former section VIII become section IX and that the year 1942 be replaced by the year "1943".

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 25, 1942.

948-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le comité paritaire de la construction de Hull, établi en exécution du décret numéro 968, du 3 juin 1938 et amendements et chargé, par l'arrêté ministériel numéro 1276, du 30 juin 1939, de la mise à exécution du décret numéro 939, du 26 mars 1936 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 1006, du 28 avril 1942, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis auxdits décrets, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1942 au 1er mai 1943; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels assujettis auxdits décrets numéros 968, du 3 juin 1938 et amendements et 939, du 26 mars 1939 et amendements, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs employés des métiers visés par lesdits décrets.

b) Les artisans assujettis auxdits décrets ci-haut mentionnés doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le salarié compagnon le moins rémunéré, selon leur métier.

c) Les salariés régis par lesdits décrets ci-haut mentionnés doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentages.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire et en faire remise audit comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation audit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec la loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1942 et 31 mars 1943.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de la construction de Hull, pour l'administration des décrets numéros

NOTICE OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Building Trades of Hull, formed under decree number 968, of June 3, 1938, and amendments, and entrusted, by Order number 1276, of June 30, 1939, with the supervision of the carrying out of decree number 939, of March 26, 1936, and amendments, has been authorized by a regulation approved by Order-in-Council number 1006, of April 28, 1942, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decrees, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from May 1st, 1942, to May 1st, 1943; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the said decrees, No. 968, of June 3, 1938, and amendments, and 939, of March 26, 1939, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and the percentages paid to their employees in the trades governed by the said decrees.

b) The artisans governed by the said decrees shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate established for journeymen, according to their trade.

c) The employees governed by the said decrees shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and their percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which the following shall be indicated: the hours of labour, the money collected during any one week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that these reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and send same to the said committee together with his own assessments.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. This committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which the said report is exigible.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations, on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1942, and March 31, 1943.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Building Trades of Hull, for the administra-

968, du 3 juin 1938 et amendements et 939, du 26 mars 1936 et amendements, pour la période comprise entre le 1er mai 1942 et le 1er mai 1943.

LE COMITÉ PARITAIRE DE LA CONSTRUCTION
DE HULL
187, rue Principale, Hull.

État des recettes et des déboursés prévus pour la période comprise entre le 1er mai 1942 et le 1er mai 1943.

Comprenant l'administration du décret numéro 968, du 3 juin 1938, et amendements, ainsi que du décret numéro 939, du 26 mars 1936, et amendements.

Recettes:

Cotisation des empl. professionnels . . .	\$2,120.00
Cotisation des salariés	2,120.00
Cotisation des artisans	100.00
Horaires d'exams — divers	650.00
Intérêts et dommages liquidés sur réclama-tions	1,000.00
	\$5,990.00

Déboursés:

<i>Salaires:</i>	
Inspecteur (y compris "boni de vie chère")	\$1,794.00
Gérant du bureau et sec.-correspondant	901.00
Frais de déplacements—membres du comité	1,560.00
Loyer et assurance	410.00
Frais légaux	350.00
Audition	60.00
Poste, téléphone, télégrammes	190.00
Bureau des examinateurs	250.00
Frais de déplacement—inspections	200.00
Papeterie, accessoires de bureau	175.00
Entretien du bureau—lavage, etc	100.00
	\$5,990.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 2 mai 1942. 987-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint du commerce des taverniers de Québec, établi en exécution du décret numéro 695, du 7 mai 1938 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1008, du 28 avril 1942, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1942 au 1er mai 1943; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 695 du 7 mai 1938 et amendements doivent verser au comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis et allocations qu'ils versent à leurs salariés régis par ledit décret.

tion of decrees No. 968, of June 3, 1938, and amendments, and 939, of March 26, 1936, and amendments, for the period between May 1st, 1942, and May 1st, 1943.

THE PARITY COMMITTEE OF THE BUILDING
TRADES OF HULL
187, Main street, Hull.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1st, 1942, and May 1st, 1943.

Respecting the administration of decree number 968, of June 3, 1938, and amendments, and decree number 939, of March 26, 1936, and amendments.

Receipts:

Assessments of professional employers . . .	\$2,120.00
Assessments of employees	2,120.00
Assessments of artisans	100.00
Examination fees—miscellaneous	650.00
Settled interests and damage on claims	1,000.00
	\$5,990.00

Disbursements:

<i>Salaries:</i>	
Inspector (including cost of living bonus)	\$1,794.00
Office manager and secretary-correspondent	901.00
Travelling expenses—members of the Committee	1,560.00
Rent and insurance	410.00
Legal charges	350.00
Audition	60.00
Post office, telephone, telegrams	190.00
Board of examiners	250.00
Travelling expenses—inspections	200.00
Stationery, office equipment	175.00
Office maintenance—washing, etc	100.00
	\$5,990.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 2, 1942. 987-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Tavern Keepers of Quebec, formed under decree number 695, of May 7, 1938, and amendments, has been authorized by a regulation approved by Order in Council number 1008, of April 28, 1942, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy shall extend from May 1st, 1942, to May 1st, 1943; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the said decree, No. 695, of May 7, 1938, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and the bonuses and allocations paid to their employees in the trades governed by the said decree.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les transmettre audit Comité mensuellement, en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport mensuel de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations du mois courant, doit être transmis au comité paritaire pas plus tard que le 10 du mois suivant. Conséquemment le rapport du mois de mai doit être transmis pour le 10 de juin et ainsi de suite de mois en mois.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1942 et 31 mars 1943.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint du Commerce des Taverniers de Québec, pour les douze mois commençant le 1er mai 1942.

Estimé des recettes et des déboursés du comité conjoint du commerce des taverniers de Québec prévus pour les douze mois commençant le 1er mai 1942.

Recettes:

Cotisation des employeurs professionnels, $\frac{1}{2}$ de 1%).....	\$ 800.00
Cotisation des salariés ($\frac{1}{2}$ de 1%).....	800.00
	<u>\$1,600.00</u>

Déboursés:

Salaire du secrétaire.....	420.00
Inspecteur et employés, salaires.....	925.00
Frais légaux.....	25.00
Vérification de livres.....	55.00
Administration (loyer, du bureau, téléphone, dépenses de voyage, ameublement, papeterie, etc.).....	175.00
	<u>\$1,600.00</u>

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 2 mai, 1942. 997-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des métiers du bâtiment du district des Trois-Rivières, établi en exécution du décret numéro 1658, du 19 avril 1940, et amendements,

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses and allocations.

2. Mode of Collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which the following shall be indicated: the hours of labour, the money collected during any one week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that these reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and send same to the said Committee, every month, together with his own assessments.

The monthly report of the professional employer, together with the assessments for the current month, shall be sent to the Parity Committee not later than the 10th day of the following month. Consequently, the report for the month of May shall be sent for June 10, and so on, from month to month.

3. Financial report

To comply with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial activities on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1942, and March 31, 1943.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Tavern Keepers of Quebec for the twelve months beginning May 1st, 1942.

Estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Tavern Keepers of Quebec for the twelve months beginning May 1st, 1942.

Receipts:

Assessments of the professional employers ($\frac{1}{2}$ of 1%).....	\$ 800.00
Assessments of the employees ($\frac{1}{2}$ of 1%).....	800.00
	<u>\$1,600.00</u>

Disbursements:

Salary of the Secretary.....	\$ 420.00
Inspector and employee, salaries.....	925.00
Legal charges.....	25.00
Audition of books.....	55.00
Administration (rent of office, telephone, travelling expenses, furniture, stationery, ect.).....	175.00
	<u>\$1,600.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 2, 1942. 997-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Building Trades of Three Rivers, formed under decree number 1658, of April 19, 1940, and amendments, has been authorized by

a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 890, du 15 avril 1942, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 27 avril 1942 au 27 avril 1943; cette cotisation s'exerce de la manière ci-après indiquée:

a) Les employeurs professionnels assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la rémunération qu'ils paient à leurs salariés assujettis au décret.

b) Les salariés assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la rémunération qu'ils reçoivent.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels doivent faire la perception du prélèvement imposé aux salariés assujettis au décret à même la rémunération qu'ils paient à ceux-ci et faire la remise des cotisations perçues et de leur propre prélèvement, mensuellement, au siège social du Comité paritaire, sur une formule de rapport spéciale préparée par le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1942 et 31 mars 1943.

Ci-annexé, un estimé des recettes et des dépenses prévues par ledit Comité paritaire des métiers du bâtiment du district des Trois-Rivières, pour la période comprise entre le 27 avril 1942 et le 27 avril 1943.

Estimé des recettes et des dépenses pour la période comprise entre le 27 avril 1942 et le 27 avril 1943.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$ 5,250.00
Salariés.....	5,250.00
Divers, honoraires d'examens.....	400.00
	<u>\$ 10,900.00</u>

Dépenses:

Salaires des employés.....	\$ 5,500.00
Frais de déplacement:—inspecteurs..	700.00
Bureau des examinateurs.....	400.00
Loyer et éclairage.....	300.00
Frais judiciaires et professionnels...	200.00
Impressions et papeterie.....	200.00
Postes, téléphone, télégraphe.....	100.00
Frais des délégués et jetons de présence.....	3,300.00
Assurance.....	200.00
	<u>\$ 10,900.00</u>

Le sous-ministre du Travail.
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 2 mai, 1942. 1001—o

a regulation approved by Order in Council number 890, of April 15, 1942, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from April 27, 1942, to April 27, 1943; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages paid to their employees governed by the decree.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the remuneration which they receive.

2. Mode of collection

The professional employers shall collect the assessments of the employees governed by the decree from the wages paid to them and remit same, together with their own assessments, every month, to the corporate seat of the Parity Committee, with a special report form supplied by the Parity Committee.

3. Financial Report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour, a quarterly report of its financial operations on the following dates: June 30th, September 30th, December 31st, 1942, and March 31st, 1943.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Building Trades of Three Rivers for the period between April 27, 1942, and April 27, 1943.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 27, 1942, and April 27, 1943.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers.....	\$ 5,250.00
Employees.....	5,250.00
Miscellaneous, examination fees.....	400.00
	<u>\$ 10,900.00</u>

Expenses:

Salaries of employees.....	\$ 5,500.00
Travelling expenses: inspectors.....	700.00
Board of examiners.....	400.00
Rent and lighting.....	300.00
Judicial and professional fees.....	200.00
Printing and stationery.....	200.00
Stamps, telephone, telegraph.....	100.00
Expenses of delegates and meeting expenses.....	3,300.00
Insurances.....	200.00
	<u>\$ 10,900.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 2, 1942. 1001—o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le comité conjoint des barbiers et coiffeurs, juridiction de Québec, établi en exécution du décret numéro 1652, du 28 juin 1941, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 1005, du 28 avril 1942, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1942 au 1er mai 1943; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels—barbiers, coiffeurs ou coiffeuses, assujettis au décret numéro 1652, doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations ou commissions qu'ils versent à leurs salariés des métiers visés par ledit décret.

b) Les salariés des deux sexes régis par ledit décret doivent verser au comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaire, commissions, bonis ou allocations.

c) Les artisans des deux sexes régis par le décret doivent verser au comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire de base établi pour l'employé barbier, coiffeur ou coiffeuse, dans les zones I et II. Dans les autres zones, cette cotisation de $\frac{1}{2}$ de 1% doit être basée sur une rémunération hebdomadaire de \$20.00, s'il s'agit d'un barbier-coiffeur et de \$15.00, s'il s'agit d'une coiffeuse.

Mode de perception

Les employeurs professionnels et les artisans doivent transmettre mensuellement au comité paritaire les cotisations qu'ils sont tenus de verser audit comité.

Les employeurs professionnels doivent retenir à même le salaire de chacun de leurs salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire et en faire remise eux-mêmes audit comité en même temps que leurs propres cotisations.

Pour faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire exige que l'employeur professionnel lui fasse parvenir mensuellement un rapport détaillé des recettes enregistrées par chaque salarié à son emploi; ce rapport doit être fait sur une formule spécialement fournie à cette fin par ledit comité.

Le rapport accompagné des cotisations doit être transmis au comité paritaire entre le 1er et le 10 de chaque mois.

Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1942 et 31 mars 1943.

Ci-annexé, un estimé des recettes et des dépenses du Comité conjoint des barbiers et coiffeurs, juridiction de Québec, pour la période comprise entre le 1er mai 1942 et le 1er mai 1943.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Barbers and Hairdressers, District of Quebec, formed under decree number 1652, of June 28, 1941, has been authorized by a regulation approved by Order in Council number 1005, of April 28, 1942, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

Assessments

The period of levy shall extend from May 1st, 1942, to May 1st, 1943; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers—barbers, male or female hairdressers, governed by decree number 1652, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the payroll, bonuses, allocations or commissions paid to their employees in the trades covered by the said decree.

b) The employees, male and female, governed by the said decree, shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, commissions, bonuses or allocations.

c) The artisans, male and female, governed by the decree, shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the basic wage rate established for the employee barber and male or female hairdresser in zones I and II. In other zones, such assessment of $\frac{1}{2}$ of 1% shall be based upon the weekly remuneration of \$20.00, in the case of a barber-hairdresser and of \$15.00, in the case of a female hairdresser.

Mode of Collection

The professional employers and the artisans shall send, every month, to the Parity Committee, the assessments which they must pay to the said committee.

The professional employers shall retain, from the wages of each one of their employees, the sums owed to the Parity Committee and send same, themselves, to the said committee together with their own assessments.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee requires every professional employer to transmit, every month, a complete report of the receipts of each employee in his employ; such report shall be made on special forms supplied for that purpose by the said committee.

The report, together with the assessments, shall be mailed to the Parity Committee between the 1st and the 10th day of each month.

Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial activities on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1942, and March 31, 1943.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Barbers and Hairdressers, District of Quebec, for the period between May 1st, 1942, and May 1st, 1943.

COMITÉ CONJOINT DES BARBIERS ET COIFFEURS

JOINT COMMITTEE OF THE BARBERS AND
HAIRDRESSERS

Jurisdiction de Québec.

District of Quebec.

Estimé des recettes et des dépenses pour la période comprise entre le 1er mai 1942 et le 1er mai 1943.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1st, 1942, and May 1st, 1943.

Recettes:

Cotisations:

Employeurs professionnels ($\frac{1}{2}$ de 1%) \$ 840.00
Artisans ($\frac{1}{2}$ de 1%) 1,120.00
Salariés ($\frac{1}{2}$ de 1%) 840.00

Receipts:

Assessments:

Professional employers ($\frac{1}{2}$ of 1%) \$ 840.00
Artisans ($\frac{1}{2}$ of 1%) 1,120.00
Employees ($\frac{1}{2}$ of 1%) 840.00

\$2,800.00

\$2,800.00

Dépenses:

Salaire: inspecteur \$1,000.00
Salaire: secrétaire 1,000.00
Impression 100.00
Dépenses de bureau 100.00
Locations: bureau et salle 150.00
Vérifications de livres 100.00
Frais légaux 200.00
Ameublement de bureau 25.00
Frais de déplacement 50.00
Dépenses d'inspections 75.00

Expenses:

Salary: Inspector 1,000.00
Salary: Secretary 1,000.00
Printing 100.00
Office expenses 100.00
Rent: office and hall 150.00
Audition of books 100.00
Legal charges 200.00
Office equipment 25.00
Travelling expenses 50.00
Inspection expenses 75.00

\$2,800.00

\$2,800.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, ce 2 mai, 1942. 996-o

Department of Labour,
Quebec, May 2, 1942. 996-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le comité paritaire du commerce en détail de la fourrure de Montréal et district, établi en exécution du décret numéro 2944, du 3 août 1940 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1007, du 28 avril 1942, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Retail Fur Trade of Montreal and District, formed under decree number 2944 of August 3, 1940, and amendments, has been authorized by a regulation approved by Order in Council number 1007, of April 28, 1942, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Cotisation*

1. *Assessments*

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1942 au 1er mai 1943 et s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy shall extend from May 1st, 1942, to May 1st, 1943; it shall be laid in the following manner:

a) Les employeurs professionnels assujettis au décret doivent verser au comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires payés à leurs employés.

a) The professional employers governed by the decree, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages paid to their employees:

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le salarié le moins rémunéré, à savoir \$34.00 par semaine.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate established for employees, namely: \$34.00 per week.

c) Les salariés doivent verser au comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire.

c) The employees shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages.

2. *Mode de perception*

2. *Mode of Collection*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, les salaires payés au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which the following shall be indicated: the hours of labour, the money collected during any one week and the sums sent to the Parity Committee.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être adressé au comité paritaire dans un délai de 10 jours après l'expiration du mois pour lequel ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1942 et 31 mars 1943.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Détail de la Fourrure de Montréal, et district, pour la période comprise entre le 1er mai 1942 et le 1er mai 1943.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL DE LA FOURRURE DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT

État des recettes et déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1942 et le 1er mai 1943.

Revenus:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%): employeurs professionnels.....	\$2,400.00
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%): Salariés.....	2,400.00
Fonds en main.....	200.00
	\$5,000.00

Déboursés:

Inspecteur, salaire et frais de déplacement.....	\$2,100.00
Secrétaire.....	300.00
Secrétariat: bureau, éclairage, téléphone, etc.....	1,300.00
Dépenses d'assemblées, timbres, papeterie, etc.....	1,100.00
Audition.....	100.00
Frais légaux.....	100.00
	\$5,000.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 2 mai, 1942. 998-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163) que la constitution et les règlements du comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton gaufré de Québec, dont le siège social est dans la cité de Montréal, ont été approuvés par l'arrêté-en-conseil numéro 1037, du 29 avril 1942.

The professional employer shall see that these reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. This Committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee within a delay of 10 days following the expiration of the month for which said report is exigible.

3. Financial Report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour, a quarterly report of its financial operations on the following dates: June 30th, September 30th, December 31st, 1942 and March 31st, 1943.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Retail Fur Trade of Montreal District for the period between May 1st, 1942, and May 1st, 1943.

THE JOINT COMMITTEE OF THE RETAIL FUR TRADE OF MONTREAL AND DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1, 1942, and May 1, 1943.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%): Professional employers.....	\$ 2,400.00
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%): Employees..	2,400.00
Actual funds.....	200.00
	\$5,000.00

Disbursements:

Inspector, salary and travelling expenses.....	\$2,100.00
Secretary.....	300.00
Office of the secretary: office, lighting, telephone, etc.....	1,300.00
Meeting expenses, stamps, stationery, etc.....	1,100.00
Audition.....	100.00
Legal charges.....	100.00
	\$5,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 2, 1942. 998-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), that the constitution and by-laws of the Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Quebec, whose corporate seat is in the City of Montreal, have been approved by Order-in-Council number 1037, of April 29, 1942.

En vertu de la Loi de la convention collective, les dispositions suivantes des règlements dudit comité ont été déclarées obligatoires:

"Art. 22.—Le Comité paritaire a le pouvoir:—

a) d'exiger qu'un rapport mensuel soit fait en double par chaque employeur professionnel donnant pour chaque salarié individuellement:

1. numéro de la liste de paie ou numéro d'horloge,
2. nom au long et indication si homme ou femme,
3. heures de travail et paie totale,
4. salaire horaire moyen.

Dans le cas de travail fait par des étrangers ou par des salariés hors du local de la manufacture, les heures équivalentes ou les gages y correspondant doivent être inclus avec les heures et les gages pour travail à la pièce ou pour bonus.

La copie originale de ce rapport doit être rédigée pour chaque période d'un mois et doit être envoyée au secrétaire pas plus tard que quinze (15) jours après la fin de la période pour laquelle il est fait.

Cette copie originale doit être signée par l'employeur professionnel ou par un officier de l'employeur professionnel et être accompagnée d'un affidavit assermenté devant un notaire ou commissaire de la cour supérieure."

"g) conformément à l'article 20 de la loi d'imposer à tout employeur professionnel l'obligation de tenir un registre où sont indiqués les noms, prénoms et résidence de chaque salarié à son emploi, sa qualification, la durée et la nature du travail régulier et supplémentaire de chaque jour ainsi que le salaire payé pour ce travail, avec mention du mode et de l'époque de paiement."

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 2 mai 1942. 988-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton gaufré de Québec, établi en exécution du décret numéro 561, du 11 mars, 1942, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1061 du 30 avril 1942, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163) à prélever des cotisations des employeurs professionnels, et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 2 mai 1942, au 1er janvier 1943; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paie.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rap-

Under the Collective Agreement Act, the following provisions of the by-laws of the said committee have been declared obligatory:

"Art. 22.—The Parity Committee shall have the authority to:

a) Require that a regular monthly report be made in duplicate by each professional employer, showing for each employee individually:

1. Clock or pay number,
2. Full name of employee stating whether male or female,
3. Hours of work and total pay,
4. Average hourly earnings.

In cases of work done by outsiders or by employees outside the premises of the plant, the equivalent hours and corresponding pay must be included with the piece or bonus hours and pay.

The original copy of this report must be made regularly for each month period, and must be mailed to the secretary, not later than 15 calendar days after the closure of the period for which it was made.

This original copy must be signed by the professional employer or by an officer of the professional employer and must constitute an affidavit sworn before a Notary or a Commissioner of the Superior Court."

"g) In conformity with section 20 of the Act, compel any professional employer to keep a register indicating the surname, Christian names and residence of each employee in his employ, his competency, the regular and extra hours of daily labour and its nature, as well as the wage paid for such labour, with mention of the method and time of payment.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 2, 1942. 988-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Quebec, formed under decree number 561, of March 11, 1942 has been authorized by a regulation approved by Order in Council number 1061, of April 30, 1942, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from May 2, 1942, to January 1st, 1943; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll.

b) The employees governed by said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages.

2. Mode of Collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms to

port, qui doivent être remplies selon les règlements du comité. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient transmis au Comité paritaire à tous les mois.

Le rapport, accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire durant les quinze jours suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 30 juin 1942, 30 septembre 1942, et 31 décembre 1942.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton Gaufre, à compter du 2 mai 1942, jusqu'au 31 décembre 1942.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOÎTE DE CARTON GAUFRE DE QUÉBEC MONTREAL, QUÉ.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 2 mai 1942 et le 31 décembre 1942.

Recettes:

Cotisation des employeurs professionnels.....	\$ 1,200.00
Cotisations des salariés.....	1,200.00
	\$ 2,400.00

Dépenses:

Salaires: Secrétaire.....	\$ 971.00
“ Assistant-secrétaire.....	390.00
“ Inspecteur.....	315.00
“ Sténographe.....	155.00
Loyer et taxes d'affaires.....	99.00
Service téléphonique et éclairage.....	20.00
Timbres-poste.....	75.00
Impressions et papeterie.....	75.00
Dépenses de voyage: secrétaire et inspecteur.....	50.00
Jetons de présence aux membres ouvriers du comité pour assistance aux assemblées.....	50.00
Frais légaux et frais de vérification.....	75.00
Dépenses imprévues.....	75.00
Surplus pour réserve.....	50.00
	\$ 2,400.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 2 mai, 1942. 999-o

AVIS DE PROLONGATION DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du comité conjoint des métiers de la construction—district de Montréal, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2374, du 11 septembre 1941, a été prolongé jusqu'au 31 mai 1942, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté en conseil numéro 1002, du 28 avril 1942.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 2 mai 1942. 991-o

be filled according to the by-laws of the Committee.

The professional employer shall see that these reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee during the fifteen days following the date of expiration of the period for which said report is exigible.

Financial Report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour, a quarterly report of its financial operations on the following dates: June 30th, September 30th, December 31st, 1942.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Quebec, for the period between May 2, 1942, and December 31st, 1942.

THE JOINT COMMITTEE OF THE CORRUGATED PAPER BOX INDUSTRY OF QUEBEC MONTREAL, QUE.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 2, 1942, and December 31st, 1942.

Receipts:

Assessments of the professional employers.....	\$ 1,200.00
Assessments of the employees.....	1,200.00
	\$ 2,400.00

Expenses:

Salaries: Secretary.....	\$ 971.00
“ Assistant-Secretary.....	390.00
“ Inspector.....	315.00
“ Stenographer.....	155.00
Rent and business taxes.....	99.00
Telephone and lighting.....	20.00
Stamps—post office.....	75.00
Printing and stationery.....	75.00
Travelling expenses: Secretary and inspector.....	50.00
Meeting expenses—worker members of the committee for assistance to meetings.....	50.00
Legal charges and audition.....	75.00
Unforeseen expenses.....	75.00
Surplus for reserve.....	50.00
	\$ 2,400.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 2, 1942. 999-o

NOTICE OF EXTENSION ON LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Building Trades Joint Committee of Montreal, authorized by a regulation approved by Order in Council number 2374, of September 11, 1941, has been extended until May 31, 1942, with the same rate and conditions, by Order in Council number 1002, of April 28, 1942.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 2, 1942. 991-o

AVIS DE PROLONGATION DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le droit de prélèvement du comité conjoint de l'industrie de la peinture, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté ministériel numéro 889, du 23 février 1940, prolongé par les arrêtés numéros 3457 et 441, des 19 décembre 1941 et 20 février 1942, a été de nouveau prolongé pour une période de trois (3) mois, à compter du premier mai 1942, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté en conseil numéro 1004, du 28 avril 1942.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 mai 1942. 989-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec, établi en exécution du décret numéro 1653, du 28 juin 1941, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1038 du 29 avril 1942, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. Cotisations

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1942 au 1er mai 1943; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels de l'industrie de la construction assujettis au décret numéro 1653 du 28 juin 1941 doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de la liste des salaires, bonis ou allocations qu'ils versent à leurs salariés régis par ledit décret, sauf les gérants, surintendants et employés de bureau.

b) Tous les salariés régis par ledit décret, sauf les gérants, surintendants et les employés de bureau, sont tenus de verser au comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

2. Mode de perception

Tous les employeurs professionnels de l'industrie de la construction régis par le décret doivent percevoir pour le comité paritaire les cotisations imposées aux salariés, à même le salaire qu'ils sont tenus de payer à ceux-ci.

Les employeurs professionnels régis par le décret doivent transmettre au comité paritaire un rapport mensuel accompagné de leurs propres cotisations et des sommes perçues de leurs salariés; ce rapport doit être transmis au comité paritaire pas plus tard que le 10 du mois suivant le mois pour lequel il est exigible.

Conséquemment, les cotisations de mai sont payables le 10 juin et ainsi de suite, de mois en mois, jusqu'au 1er mai 1943.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1942 et 31 mars 1943.

NOTICE OF EXTENSION OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Joint Committee of the Paint Industry, authorized by a regulation approved by Order number 889, of February 23, 1940, extended by Orders number 3457 and 441, of December 19, 1941, and February 20, 1942, has again been extended for a period of three (3) months, from May 1, 1942, with the same rate and conditions, by Order in Council number 1004, of April 28, 1942.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 2, 1942. 989-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec, formed under decree number 1653, of June 28, 1941, has been authorized by a regulation approved by Order in Council number 1038, of April 29, 1942, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from May 1st, 1942, to May 1st, 1943; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers of the Construction industry governed by the decree No. 1653, of June 28, 1941, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of the wages and the bonuses or allocations paid to their employees governed by the said decree, with the exception of managers, superintendents and office employees.

b) The employees governed by the said decree, with the exception of managers, superintendents and office employees, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of their wages, bonuses or allocations.

2. Mode of collection

All professional employers of the building industry governed by the decree shall collect for the Parity Committee the assessments of the employees, from the wages which they have to pay to them.

The professional employers governed by the decree shall send to the Parity Committee a monthly report, together with their own assessments and the sums collected from their employees; such report shall be mailed to the Parity Committee not later than the 10th day of the month following that for which it is exigible.

Consequently, the assessments for May are payable on June 10, and so on, from month to month, until May 1st, 1943.

3. Financial Report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour, a quarterly report of its financial operations on the following dates: June 30th, September 30th, December 31st, 1942, and March 31st, 1943.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses probables du Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec, pour la période comprise entre le 1er mai 1942 et le 1er mai 1943.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA
CONSTRUCTION DE QUÉBEC

État des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 1er mai 1942 et le 1er mai 1943.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels ($\frac{1}{4}$ de 1% sur \$2,500,000.-00, gages payés aux salariés qui tombent sous la loi).....	\$ 6,250.00
Cotisation des salariés ($\frac{1}{4}$ de 1% sur \$2,500,000.00, gages payés aux salariés qui tombent sous la loi).....	6,250.00

Dépenses:

	\$ 12,500.00
Salaire du secrétaire.....	\$ 2,178.00
Salaires des inspecteurs (4).....	6,968.00
Salaire de l'assistant-secrétaire.....	1,638.00
Salaire du commis de bureau.....	702.00
Dépenses de bureau.....	1,200.00
Inspection et voyages.....	2,000.00
Jetons de présence.....	2,400.00
Frais de déplacement.....	1,200.00
Dépenses—bureaux d'examineurs.....	1,440.00
Divers et procédures.....	600.00
Audition.....	100.00

\$ 20,426.00

NOTE:—L'excédent des déboursés sur les recettes, au montant de \$7,926.00 sera comblé à même la réserve de fonds du comité paritaire.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 2 mai, 1942. 1000-o

AVIS DE PROLONGATION DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le droit de prélèvement du comité conjoint des métiers de la construction—district de Montréal, chargé de la mise à exécution du décret numéro 2058, du 13 août 1941, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3126, du 19 novembre 1941, a été prolongé jusqu'au 31 mai 1942, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté en conseil numéro 1001, du 28 avril 1942.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 2 mai 1942. 990-o

AVIS DE PROLONGATION DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le droit de prélèvement du comité conjoint de la navigation côtière et intérieure du port de Montréal, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté ministériel numéro 2388, du 21 juin 1940 et subseqüemment prolongé jusqu'au 30 avril 1942, a été prolongé de nouveau jusqu'au 31 mai 1942, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté en conseil numéro 1003, du 28 avril 1942.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 mai 1942. 992-o

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec, for the period between May 1, 1942, and May 1, 1943.

JOINT COMMITTEE OF THE CONSTRUCTION
INDUSTRY OF QUEBEC

Estimate of the receipts and expenses for the period between May 1st, 1942, and May 1st, 1943.

Receipts:

Assessments of professional employers ($\frac{1}{4}$ de 1% on \$2,500,000.00, wages paid to employees governed by the Act).....	\$ 6,250.00
Assessments of employees ($\frac{1}{4}$ of 1% on \$2,500,000.00, wages paid to employees governed by this Act).....	6,250.00

Expenses:

	\$ 12,500.00
Salary of the secretary.....	\$ 2,178.00
Salaries of inspectors (4).....	6,968.00
Salary of ass't-secretary.....	1,638.00
Salary of office clerk.....	702.00
Office expenses.....	1,200.00
Inspection and trips.....	2,000.00
Meeting expenses.....	2,400.00
Travelling expenses.....	1,200.00
Expenses—Board of examiners.....	1,440.00
Miscellaneous and procedures.....	600.00
Audition.....	100.00

\$ 20,426.00

NOTE: The surplus of disbursements on receipts, amounting to \$7,926.00, shall be covered by the funds reserve of the Parity Committee.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 2, 1942. 1000-o

NOTICE OF EXTENSION OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Building Trades Joint Committee of Montreal, entrusted with the supervision of the carrying out of decree number 2058, of August 13, 1941, authorized by a regulation approved by Order in Council number 3126, of November 19, 1941, has been extended until May 31, 1942, with the same rate and conditions, by Order in Council number 1001, of April 28, 1942.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 2, 1942. 990-o

NOTICE OF EXTENSION OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice, that the right to levy of the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal, authorized by a regulation approved by Order in Council number 2388, of June 21, 1940, and subsequently extended until April 30, 1942, has again been extended until May 31, 1942, with the same rate and conditions, by Order in Council number 1003, of April 28, 1942.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 2, 1942. 992-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 18

Index of the Quebec Official Gazette, No. 18

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1697

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1697

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Gauvin vs Whitney.....	1706
Raymond vs Beerworth.....	1707
Royer vs Fontaine.....	1707

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Gauvin vs Whitney.....	1706
Raymond vs Beerworth.....	1707
Royer vs Fontaine.....	1707

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1009—Commis et comptables dans les villes de Kénogami, Jonquière, Arvida et St-Joseph d'Alma.....	1729
984—Concernant un amendement aux règlements pris en exécution de la Loi des édifices publics.....	1729
1010—Industrie de la peinture dans la province de Québec.....	1730
1011—Travailleurs du port de Montréal —navigation intérieure et côtière.....	1731

ORDERS IN COUNCIL:

1009—Clerks and accountants in the towns of Kenogami, Jonquière, Arvida, and St-Joseph d'Alma.....	1729
984—Concerning an amendment to the regulations under the law respecting public buildings.....	1729
1010—Paint industry in the Province of Quebec.....	1730
1011—Montreal harbour workers—in-land and coastal navigation.....	1731

ASSURANCES:

Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie.....	1707
--	------

INSURANCES:

Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie.....	1707
--	------

AVIS DIVERS:

Bills sanctionnés.....	1708
Les Peintures et Vernis Frontenac Inc..	1709
Matane, ville de.....	1707
Québec-Ouest, ville de.....	1709
Syndicat Catholique et National des Peintres de Montréal.....	1709
Taxis Jaunes, Limitée.....	1708

MISCELLANEOUS NOTICES:

Bills sanctioned.....	1708
Les Peintures et Vernis Frontenac Inc..	1709
Matane, town of.....	1707
Quebec-West, town of.....	1709
Syndicat Catholique et National des Peintres de Montréal.....	1709
Yellow Taxis, Limited.....	1708

BUREAUX-CHEF:

Papineau Mica Mines Limited.....	1709
The Angoras of Abercorn Ltd.....	1710

CHIEF-OFFICES:

Papineau Mica Mines Limited.....	1709
The Angoras of Abercorn Ltd.....	1710

CHARTES—ABANDON DE:

Clare Limited.....	1703
Diproe Mines Limited.....	1704
Fleming-Thompson Gold Mines Limited	1704
Henri Boucher Ltée.....	1706
La Librairie Laval Inc.....	1704
L'Aqueduc de St-Félicien Limitée.....	1704
L'Institut Vaccinal de Montréal Inc....	1703
Nu-Mode Furs Incorporated.....	1705
R. Jobidon Limitée.....	1705
Spécialités Forth Inc.....	1705
Standard Overall Manufacturing Company, Limited.....	1705
St-Louis Shoe, Limited.....	1705
Verdun Hockey Club Incorporated.....	1706
Watson Sach & Co., Limited.....	1706

CHARTERS—SURRENDER OF:

Clare Limited.....	1703
Diproe Mines Limited.....	1704
Fleming-Thompson Gold Mines Limited	1704
Henri Boucher Ltée.....	1706
La Librairie Laval Inc.....	1704
L'Aqueduc de St-Félicien Limitée.....	1704
L'Institut Vaccinal de Montréal Inc....	1703
Nu-Mode Furs Incorporated.....	1705
R. Jobidon Limitée.....	1705
Forth Specialties Inc.....	1705
Standard Overall Manufacturing Company, Limited.....	1705
St-Louis Shoe, Limited.....	1705
Verdun Hockey Club Incorporated.....	1706
Watson Sach & Co., Limited.....	1706

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE:

Ordonnance N° D-1-42—Montréal.....	1731
------------------------------------	------

DAIRY INDUSTRY COMMISSION:

Order No. D-1-42—Montreal.....	1731
--------------------------------	------

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:

N° 16 (Renouvellement) Exportation du beurre et du fromage.....	1733
---	------

MINIMUM WAGE COMMISSION:

No. 16 (Renewal) Butter and cheese wholesalers and exporters.....	1733
---	------

COMPAGNIES DISSOUTES:

La Société de Patrons de St-Adelme N° 3397.....	1711
Légaré Automobile of Mont-Joli Limited	1710

COMPANIES DISSOLVED:

La Société de Patrons de St-Adelme N° 3397.....	1711
Légaré Automobile of Mont-Joli Limited	1710

Légaré Automobile of Montmagny Limited.....	1710
Légaré Automobile of Témiscouata Limited.....	1710

Légaré Automobile of Montmagny Limited.....	1710
Légaré Automobile of Témiscouata Limited.....	1710

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:

Bagamac Mines Ltd.....	1711
Berthier, ville de.....	1712
Maurice Pollack Realty Company Ltd.....	1712
Montréal, cité de.....	1711

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Bagamac Mines Ltd.....	1711
Berthier, town of.....	1712
Maurice Pollack Realty Company Ltd.....	1712
Montreal, city of.....	1711

LETTRES PATENTES:

Adrienne Handbags Limited.....	1698
Artercraft Leather Products Inc.....	1699
Continental Laces Incorporated.....	1699
Hull Business Men's Club (Limited)— Club des Hommes d'Affaires de Hull (Limitée).....	1699
Industrial Sands and Minerals Corpora- tion.....	1700
J. K. Field Sales Corporation.....	1700
P-B Auto Supply & Tire Co. Limited.....	1701
Robinson Oil Burning Systems Limited.....	1701
The Angoras of Abercorn Ltd.....	1702

LETTERS PATENT:

Adrienne Handbags Limited.....	1698
Artercraft Leather Products Inc.....	1699
Continental Laces Incorporated.....	1699
Hull Business Men's Club (Limited)— Club des Hommes d'Affaires de Hull (Limitée).....	1699
Industrial Sands and Minerals Corpora- tion.....	1700
J. K. Field Sales Corporation.....	1700
P-B Auto Supply & Tire Co. Limited.....	1701
Robinson Oil Burning Systems Limited.....	1701
The Angoras of Abercorn Ltd.....	1702

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Cockshutt Plow, Quebec, Limited.....	1702
Hatch & Company Limited.....	1703
J. Pottel & Sons Inc.....	1703
Standard Electric Supply Co. Limited.....	1703

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Cockshutt Plow, Quebec, Limited.....	1702
Hatch & Company Limited.....	1703
J. Pottel & Sons Inc.....	1703
Standard Electric Supply Co. Limited.....	1703

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:

Cercle agricole de la paroisse de St-Ga- briel Lallemant.....	1713
Société Coopérative Agricole de Beur- rie de St-Eugène.....	1713
Société Coopérative Agricole de St-Denis de Brompton.....	1712
Société Coopérative Agricole de St-Isido- re.....	1712
Société Coopérative Agricole de Val Bril- lant.....	1713

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:

Cercle agricole de la paroisse de St-Ga- briel Lallemant.....	1713
Société Coopérative Agricole de Beur- rie de St-Eugène.....	1713
Société Coopérative Agricole de St-Denis de Brompton.....	1712
Société Coopérative Agricole de St-Isido- re.....	1712
Société Coopérative Agricole de Val Bril- lant.....	1713

MINISTÈRE DU TRAVAIL:

Barbiers et coiffeurs, district de Québec.....	1740
Commerce des taverniers de Québec....	1737
Commerce en détail de la fourrure de Montréal et district.....	1741
Construction de Hull.....	1736
Industrie de la boîte de carton gaufré de Québec.....	1742
Industrie de la boîte de carton gaufré de Québec.....	1743
Industrie de la construction de Québec..	1745
Industrie de la peinture.....	1745
Métiers de la construction, district de Montréal.....	1744
Métiers de la construction, district de Montréal.....	1746
Navigation côtière et intérieure du port de Montréal.....	1746
Services municipaux de l'extérieur de la cité de Québec.....	1734
Métiers du bâtiment du district des Trois- Rivières.....	1738

DEPARTMENT OF LABOUR:

Barbers and hairdressers, district of Que- bec.....	1740
Tavern-keepers of Quebec.....	1737
Retail fur trade of Montreal and Dis- trict.....	1741
Construction of Hull.....	1736
Corrugated paper box industry of Que- bec.....	1742
Corrugated paper box industry of Que- bec.....	1743
Construction industry of Quebec.....	1745
Paint industry.....	1745
Building trades, district of Montreal....	1744
Building trades, district of Montreal....	1746
Inland and coastal navigation of the port of Montreal.....	1746
External Municipal Services of the City of Quebec.....	1734
Building trades of the district of Trois- Rivières.....	1738

NOMINATIONS:

Diverses.....	1714
---------------	------

APPOINTMENTS:

Miscellaneous.....	1714
--------------------	------

PROCLAMATIONS:

Fête du Roi, le 8 juin 1942.....	1725
Guillet, canton de.....	1726
Saint-Yves, paroisse de.....	1727

VENTE, LOI DE FAILLITE:

H. C. Parker Regd.....	1715
------------------------	------

VENTE PAR LICITATION:

Greene <i>et al</i> vs Greene <i>et al</i>	1715
--	------

VENTES POUR TAXES:

Iles de la Madeleine, comté des.....	1717
Joliette, cité de.....	1716

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

Hull:

Bertrand vs Findlay.....	1720
--------------------------	------

Joliette:

Burnett vs Perrault <i>et vir</i>	1721
St-Germain vs Masson.....	1721

Québec:

Déry <i>et al</i> vs Gauvin.....	1722
Paroisse de St-Colomb-de-Sillery vs Chiswell.....	1722

Rimouski:

Paquet vs Dumais.....	1723
-----------------------	------

Roberval:

Côté, Boivin & Cie Incorporé vs Gagnon.....	1723
---	------

Saguenay:

Normand vs Gagnon.....	1724
------------------------	------

Terrebonne:

Banque Canadienne Nationale vs Fournelle <i>et al</i>	1724
Ouimet vs Paquette.....	1723
Paquin vs Ouimet.....	1724

1002-o

PROCLAMATIONS:

King's Birthday, June 8th, 1942.....	1725
Guillet, township of.....	1726
Saint-Yves, parish of.....	1727

SALE, BANKRUPTCY ACT:

H. C. Parker Regd.....	1715
------------------------	------

SALE BY LICITATION:

Greene <i>et al</i> vs Greene <i>et al</i>	1715
--	------

SALES FOR TAXES:

Magdalen Islands, county of.....	1717
Joliette, city of.....	1716

SHERIFFS' SALES:

Hull:

Bertrand vs Findlay.....	1720
--------------------------	------

Joliette:

Burnett vs Perrault <i>et vir</i>	1721
St-Germain vs Masson.....	1721

Quebec:

Déry <i>et al</i> vs Gauvin.....	1722
Parish of St-Colomb-de-Sillery vs Chiswell.....	1722

Rimouski:

Paquet vs Dumais.....	1723
-----------------------	------

Roberval:

Côté, Boivin & Cie Incorporé vs Gagnon.....	1723
---	------

Saguenay:

Normand vs Gagnon.....	1724
------------------------	------

Terrebonne:

Banque Canadienne Nationale vs Fournelle <i>et al</i>	1724
Ouimet vs Paquette.....	1723
Paquin vs Ouimet.....	1724

1002-o

